



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 4912

Projet de loi

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites « INTELSAT », adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000 ;
- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites « INTELSAT », adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000 ;
- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

Date de dépôt : 05-02-2002

Date de l'avis du Conseil d'État : 14-05-2002

Auteur(s) : Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
05-02-2002	Déposé	4912/00	<u>3</u>
14-05-2002	Avis du Conseil d'Etat (14.5.2002)	4912/01	<u>35</u>
04-11-2002	Rapport de commission(s) : Commission des Media et des Communications Rapporteur(s) : Monsieur Jean-Marie Halsdorf	4912/02	<u>38</u>
26-11-2002	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (26-11-2002) Evacué par dispense du second vote (26-11-2002)	4912/03	<u>45</u>
31-12-2002	Publié au Mémorial A n°147 en page 3540	4912	<u>48</u>

4912/00

N° 4912

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;
- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

* * *

(Dépôt: le 5.2.2002)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (25.1.2002)	2
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	3
4) Commentaire des articles	5
5) Texte des amendements	5
6) Accord relatif à l'Organisation internationale de Télécommunications par Satellites.....	16

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur est autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;
- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

Palais de Luxembourg, le 25 janvier 2002

*Le Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur,*

Lydie POLFER

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er.– Sont approuvés

- les Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;

Art. 2.– La loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978, est abrogée.

*

EXPOSE DES MOTIFS

L'histoire de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“ commence dans les années soixante du vingtième siècle avec les Accords du 20 août 1964 instituant un régime provisoire pour INTELSAT (INternational TELecommunications SATellites organisation). Ces accords provisoires reposaient sur le „Communications Satellite Act“ signé par le Président Kennedy en 1962. Ils donnaient à INTELSAT le statut de consortium international qui ne pouvait agir que par l'intermédiaire d'un de ses membres, la COMSAT.

L'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“ et l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“ ont été conclus à Washington le 21 mai 1971, après 2 ans de négociations, et ouverts à la signature dans la capitale américaine le 20 août 1971.

L'organisation intergouvernementale ainsi créée a sa propre personnalité juridique et le secteur spatial de l'organisation provisoire, une „copropriété“ des membres de cette organisation, devient la propriété d'INTELSAT. Le premier objectif d'INTELSAT consiste dans la fourniture et dans l'exploitation d'un secteur spatial – des satellites, à l'exclusion de stations terriennes – nécessaire aux services publics de télécommunications internationales. Ce secteur spatial est mis en second lieu à la disposition des services publics de télécommunications nationales et, moyennant décision de l'Assemblée des Parties à la majorité des deux tiers, à la disposition de services spécialisés de télécommunications, tels que les services de radionavigation, de recherche spatiale, de météorologie, de télédétection des ressources terrestres et des services de radio- et télédiffusion.

Le Luxembourg ratifie les deux accords d'INTELSAT par la loi du 17 décembre 1972 portant approbation de l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites „INTELSAT“ et de ses Annexes A, B, C, D et de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites „INTELSAT“ et de son annexe, faits à Washington le 20 août 1971.

Comme l'Entreprise des postes et télécommunications était à l'époque une administration classique de l'Etat, celui-ci adhère à la nouvelle organisation en tant que Partie et signataire. Une participation à la station terrienne belge de Lessive donnait aux P&T l'accès au secteur spatial d'INTELSAT côté „atlantique“, tandis que l'accès au côté „pacifique“ était assuré par des stations terriennes situées aux Pays-Bas ou en Allemagne.

Ce n'est que très tard que le Luxembourg, par la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978, approuva le Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités, protocole établi conformément au paragraphe (c) l'article XV de l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites „INTELSAT“.

Des amendements aux accords furent décidés dans les années 1994, 1995 et 1996. Ces amendements ont été approuvés par:

La loi du 10 avril 1997 portant approbation

- de l'Amendement à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la dix-neuvième Assemblée des Parties au Venezuela, le 26 octobre 1994 et par la vingtième Assemblée des Parties, à Copenhague, le 31 août 1995
- de l'Amendement de l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“ pour mettre en oeuvre le régime à signataires multiples, adopté par la vingtième Assemblée des Parties, à Copenhague, le 31 août 1995
- de l'Amendement à l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la vingt-cinquième Assemblée des Signataires, à Singapour, le 4 avril 1995;

La loi du 10 avril 1997 portant approbation

- de l'Amendement aux articles 6, 14, 15 et 22 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté à la 26e Réunion des Signataires, qui s'est tenue à Washington, D.C., les 16 et 17 avril 1996
- de l'Amendement corollaire à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté, par la 20e Assemblée des Parties.

Vers le milieu des années mil neuf cent quatre-vingt-dix, les milieux politiques américains s'intéressent à INTELSAT et à ses privilèges. Congrès et Sénat demandent la mise sur pied d'égalité d'INTELSAT avec les autres compagnies américaines exploitant des réseaux de communications par satellites. En Europe, la Commission européenne demande aux Etats membres de l'Union d'œuvrer dans le même sens au sein d'INTELSAT, mais surtout d'Eutelsat.

La vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT, qui se réunit en novembre 2000 à Washington, DC, décide qu'INTELSAT devra se doter d'une structure de société privée supervisée par une organisation intergouvernementale chargée de s'assurer que l'Intelsat privatisée respecte ses obligations de service public, en particulier la protection des clients dépendants et des connections vitales. L'Assemblée décide que l'organisation intergouvernementale sera dénommée l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (ITSO). Et l'accord amendé est en fait un accord portant création de cette organisation.

En application de l'article XVII de l'Accord INTELSAT, l'Assemblée approuve à l'unanimité les amendements à l'Accord INTELSAT nécessaires pour mettre en vigueur cette décision. L'Assemblée approuve en même temps l'amendement à l'Accord d'exploitation INTELSAT qui ont été approuvés par la 31e Réunion des Signataires.

Plus de 200 actionnaires (les signataires de l'accord d'exploitation) issus de 145 pays (les parties à l'accord d'organisation) sont détenteurs du capital de la compagnie INTELSAT S.A. L'entreprise des P&T – ancien signataire en vertu de l'article 4, paragraphe (2) de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications – détient une participation de 0,05% dans la nouvelle société.

La flotte de la compagnie comprend 21 satellites en orbites géostationnaires assurant une couverture mondiale 24 heures sur 24. 7 nouveaux satellites joindront cette flotte dans les deux ans à venir. Les services offerts couvrent toute la palette des services de communications et vont de la simple téléphonie vocale à la transmission en bande large, en passant par des applications INTERNET et la transmission de programmes audiovisuels soit en „point à point“ (feeder links), soit en „point-multipoint“ (direct to home). Des informations détaillées sur le secteur spatial de la compagnie sont disponibles sur les pages web „www.intelsat.com“.

L'organisme de contrôle ITSO (International Telecommunications Satellite Organisation) reste une organisation intergouvernementale classique qui comprend une Assemblée des Parties et un organe exécutif dirigé par un Directeur général responsable devant cette Assemblée (nouvel article VIII). Le but principal l'ITSO est défini au nouvel article III de l'Accord:

„Article III

- a. En tenant compte de l'établissement de la Société, le but principal de l'ITSO est de s'assurer, par le biais de l'Accord de services publics, que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de veiller au respect des Principes fondamentaux.
- b. Les Principes fondamentaux sont les suivants:
 - i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
 - ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;
 - iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.“

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1er

Cet article approuve les amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites ainsi que l'amendement apporté à l'Accord d'exploitation adopté à la même occasion par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT.

Ad article 2

INTELSAT en tant qu'organisation intergouvernementale a cessé d'exister, le nom ayant été repris par la nouvelle société anonyme INTELSAT Ltd. composée pour le moment des anciens signataires de l'accord INTELSAT. Comme cette société de droit privé ne saurait bénéficier des *privilèges, exemptions et immunités* accordés auparavant à l'organisation intergouvernementale du même nom, il y a lieu d'abroger la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978.

Pour accorder des *privilèges, exemptions et immunités* à l'ITSO, tels que spécifiés au nouvel article XIII de l'accord, il faudra attendre soit la ratification d'un nouveau Protocole, soit prendre des mesures au niveau national.

*

TEXTE DES AMENDEMENTS

AMENDEMENTS A L'ACCORD

relatif à l'organisation internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“

Le **titre** de l'Accord est amendé en supprimant „INTELSAT“.

Préambule

Le préambule est amendé –
au paragraphe 2 en supprimant „lune“ et en insérant à la place „Lune“;
en supprimant les paragraphes 3 à 7 inclus, depuis „Prenant acte“ jusqu'à „télécommunications par satellites“, et en insérant à la place le texte suivant:

Reconnaissant que, conformément à son but initial, l'organisation internationale de télécommunications par satellites a mis en place un système mondial par satellites destiné à fournir des services de télécommunications à toutes les régions du monde, qui a contribué à la paix et à l'entente mondiales,

Tenant compte du fait que la 24e session de l'Assemblée des Parties de l'organisation internationale de télécommunications par satellites a décidé de procéder à une restructuration et une privatisation en créant une société privée supervisée par une organisation intergouvernementale,

Constatant que, du fait de la concurrence accrue dans la fourniture de services de télécommunications, il est devenu nécessaire pour l'organisation internationale de télécommunications par satellites de transférer son système spatial à la Société définie à l'article I.d du présent Accord afin que le système spatial continue d'être exploité de façon commercialement viable,

Visant à faire en sorte que la Société respecte les Principes fondamentaux énoncés à l'article III du présent Accord et fournisse, sur une base commerciale, le secteur spatial nécessaire à des services publics de télécommunications internationales de haute qualité et de grande fiabilité,

Ayant déterminé qu'une organisation intergouvernementale de supervision, dont tout Etat membre des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications peut devenir membre, est nécessaire pour assurer que la Société respecte les Principes fondamentaux sur une base continue.

Article I

L'article I (Définitions) est amendé –

au paragraphe a en supprimant „ses annexes“ et en insérant à la place „son annexe“; en insérant „et tout amendement y afférent“ après „son annexe“ nouvellement inséré et en supprimant „INTELSAT“ après „organisation internationale de télécommunications par satellites“;

en supprimant le paragraphe b et en nommant l'ancien paragraphe h paragraphe b;

en nommant l'ancien paragraphe j paragraphe c;

en insérant les nouvelles définitions suivantes à la suite du paragraphe c, et en nommant ces paragraphes d et e:

d. le terme „Société“ désigne l'entité ou les entités privées, créées aux termes du droit d'un ou plusieurs Etats à laquelle (auxquelles) le système spatial de l'organisation internationale de télécommunications par satellites est transféré, y compris les entités leur succédant en droit;

e. les termes „sur une base commerciale“ signifient conformément à la pratique commerciale habituelle et coutumière du secteur des télécommunications;

en nommant l'ancien paragraphe f paragraphe p;

en nommant l'ancien paragraphe k paragraphe f, en supprimant „d'INTELSAT“ et en insérant à la place „de la Société“;

en supprimant le paragraphe g et en nommant l'ancien paragraphe c paragraphe g;

en insérant la nouvelle définition suivante à la suite du paragraphe g:

h. les termes „obligation de connexité vitale“ ou „LCO“ désignent l'obligation assumée par la Société, telle qu'énoncée dans le contrat LCO, de fournir des services continus de télécommunications au client LCO;

en supprimant le texte du paragraphe i et en insérant à la place le texte du paragraphe d;

en insérant les nouvelles définitions suivantes à la suite du paragraphe i, et en nommant ces paragraphes j et k:

j. les termes „Accord de services publics“ désignent l'instrument juridiquement contraignant par lequel l'ITSO s'assure que la Société respecte les Principes fondamentaux;

k. les termes „Principes fondamentaux“ désignent les principes décrits à l'article III;

en supprimant le texte du paragraphe l et en insérant à la place la nouvelle définition suivante:

les termes „patrimoine commun“ désignent les assignations de fréquences associées aux positions orbitales en cours de publication anticipée ou de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en conformité avec les dispositions du Règlement des radiocommunications de l'UIT, qui sont transférées à une ou plusieurs Parties aux termes de l'article XII;

en nommant l'ancien paragraphe m paragraphe q et en insérant, comme texte du nouveau paragraphe m, la définition suivante:

m. les termes „couverture mondiale“ désignent la couverture géographique maximum de la terre vers le parallèle le plus au nord et le parallèle le plus au sud visibles depuis des satellites déployés à des emplacements orbitaux géostationnaires;

en supprimant le texte du paragraphe n et en insérant à la place ce qui suit:

les termes „connexité mondiale“ désignent les moyens d'interconnexion offerts aux clients de la Société par l'intermédiaire de la couverture mondiale que la Société fournit pour permettre des communications au sein des cinq régions de l'Union internationale des télécommunications définies par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications qui s'est tenue à Montreux en 1965, et entre ces régions;

en ajoutant la nouvelle définition suivante après le paragraphe n et en nommant ce paragraphe o:

o. les termes „accès non discriminatoire“ désignent l'opportunité d'accès au système de la Société sur une base égale et équitable;

en ajoutant les nouvelles définitions suivantes après le paragraphe q et en nommant ces paragraphes r et s:

- r. les termes „clients LCO“ désignent tous les clients en droit de bénéficier et ayant signé des contrats LCO;
- s. le terme „administration“ désigne tout département ou service officiel responsable du respect des obligations émanant de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications, de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de ses règlements administratifs.

Article II

L'article II est amendé –

en supprimant „d'INTELSAT“ dans le titre, et en insérant „de l'ITSO“;

en supprimant tout le texte de l'article II et en insérant à la place ce qui suit:

Tenant dûment compte des principes énoncés ci-dessus dans le Préambule, les Parties créent l'organisation internationale de télécommunications par satellites, dénommée ci-après „ITSO“.

Article III

L'article III est amendé –

en lui donnant le nouveau titre suivant: „But principal et Principes fondamentaux de l'ITSO“;

en supprimant le paragraphe a;

en supprimant le „b“ du paragraphe „b“; en insérant „aux fins d'application de l'article III“ après „internationales“; en nommant l'ancien alinéa b, i paragraphe a, et en nommant l'alinéa b, ii paragraphe b; en supprimant „la Réunion des Signataires, compte tenu de l'avis exprimé par le Conseil des Gouverneurs, ait donné préalablement l'autorisation appropriée“ dans le nouveau paragraphe b, et en insérant à la place ce qui suit: „l'autorisation appropriée ait été donnée“ et en déplaçant l'ancien paragraphe b amendé et en l'insérant à l'article IV;

en supprimant tout le reste du texte de l'article III et en insérant à la place ce qui suit:

- a. En tenant compte de l'établissement de la Société, le but principal de l'ITSO est de s'assurer, par le biais de l'Accord de services publics, que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de veiller au respect des Principes fondamentaux.
- b. Les Principes fondamentaux sont les suivants:
 - i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
 - ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;
 - iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

Article IV

L'article IV est amendé –

en lui donnant le nouveau titre suivant: „Services publics de télécommunications nationales couverts“

en supprimant „INTELSAT“ et en insérant à la place „L'ITSO“ au paragraphe a;

en nommant l'ensemble du texte amendé de l'article IV (Personnalité juridique) article VI, à l'exception de l'ancien paragraphe b de l'article III, tel qu'amendé ci-dessus, qui est inséré comme nouveau texte de l'article IV.

Article V

L'article V est amendé –

en lui donnant le nouveau titre suivant: „Supervision“;

en supprimant l'ensemble du texte actuel de l'article V et en insérant à la place le texte suivant:

L'ITSO prend toutes les mesures appropriées, y compris la conclusion de l'Accord de services publics, pour superviser l'exécution par la Société des Principes fondamentaux, en particulier le principe d'accès non discriminatoire au système de la Société pour les services publics de télécommunications existants et futurs offerts par la Société lorsque la capacité de secteur spatial est disponible sur une base commerciale.

Article VI

L'article VI est amendé –

en supprimant „d'INTELSAT“ dans le titre, et en insérant à la place „de l'ITSO“;

en le nommant article VIII;

en modifiant le nouvel article VIII pour le formuler comme suit:

L'ITSO comprend les organes suivants:

- a. l'Assemblée des Parties;
- b. un organe exécutif dirigé par le Directeur général responsable devant l'Assemblée des Parties.

Article VII

L'article VII (Assemblée des Parties) est amendé –

en déplaçant le texte de l'article VII pour le mettre à l'article IX;

en donnant à l'article VII le nouveau titre suivant: „Principes financiers“;

en insérant le nouveau texte suivant à l'article VII:

- a. L'ITSO sera financée pour la période de douze ans établie à l'article XXI, grâce à certains actifs financiers qu'elle conservera au moment du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société.
- b. Dans le cas où l'ITSO continue d'exister au-delà de douze ans, l'ITSO obtient un financement par le biais de l'Accord de services publics.

Article VIII

L'article VIII (Réunion des Signataires) est amendé –

en supprimant le titre et la totalité du texte de l'ancien article VIII et en insérant à la place le texte et le titre amendés de l'article VI, tel qu'amendé ci-dessus, et nommé article VIII.

Article IX

L'article IX est amendé –

en supprimant la totalité du texte de l'ancien article IX;

en donnant à l'article IX le nouveau titre suivant: „Assemblée des Parties“;

en modifiant le texte de l'ancien article VII (Assemblée des Parties), nommé ci-dessus article IX, comme suit:

en supprimant „INTELSAT“ et en insérant à la place „ITSO“ au paragraphe a;

en supprimant les paragraphes b à e compris, et en insérant à la place ce qui suit:

- b. L'Assemblée des Parties prend en considération la politique générale et les objectifs à long terme de l'ITSO.
- c. L'Assemblée des Parties prend en considération les questions qui intéressent particulièrement les Parties en tant qu'Etats souverains, notamment elle assure que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de:
 - i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
 - ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;
 - iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

- d. L'Assemblée des Parties a les fonctions et pouvoirs suivants:
- i. elle donne les instructions qu'elle juge appropriées à l'organe exécutif de l'ITSO en particulier en ce qui concerne l'examen par celui-ci des activités de la Société qui sont directement liées aux Principes fondamentaux;
 - ii. elle examine et prend les décisions relatives aux propositions d'amendements de l'Accord conformément à l'article XV du présent Accord;
 - iii. elle nomme et démet de ses fonctions le Directeur général conformément à l'article X;
 - iv. elle examine les rapports remis par le Directeur général qui ont trait au respect par la Société des Principes fondamentaux et prend des décisions sur ces rapports;
 - v. elle examine et, à sa discrétion, prend des décisions sur les recommandations du Directeur général;
 - vi. elle adopte, en vertu des dispositions du paragraphe b de l'article XIV de l'Accord, les décisions concernant le retrait d'une Partie de l'ITSO;
 - vii. elle adopte les décisions concernant les questions relatives aux relations officielles entre l'ITSO et les Etats, qu'ils soient ou non Parties, ou les organisations internationales;
 - viii. elle examine les réclamations qui lui sont soumises par les Parties;
 - ix. elle examine les questions relatives au patrimoine commun des Parties;
 - x. elle adopte les décisions relatives à l'autorisation mentionnée au b de l'article IV de l'Accord;
 - xi. elle examine et approuve le budget de l'ITSO pour toute période décidée par l'Assemblée des Parties;
 - xii. elle prend toute décision nécessaire pour ce qui est des dépenses imprévues pouvant sortir du budget approuvé;
 - xiii. elle nomme un commissaire aux comptes pour examiner les dépenses et les comptes de l'ITSO;
 - xiv. elle choisit les experts juridiques mentionnés à l'article 3 de l'Annexe A de l'Accord;
 - xv. elle détermine les conditions dans lesquelles le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics;
 - xvi. elle décide des amendements qu'il est proposé d'apporter à l'Accord de services publics;
 - xvii. elle exerce toute autre fonction relevant de sa compétence au titre de tout autre article de l'Accord.
- e. L'Assemblée des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans, en commençant au plus tard douze mois après le transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. En plus des sessions ordinaires, l'Assemblée des Parties peut tenir des sessions extraordinaires convoquées à la demande de l'organe exécutif en vertu des dispositions du paragraphe k de l'article X, ou sur demande écrite d'une ou plusieurs Parties adressée au Directeur général précisant l'objet de la réunion sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Parties, y compris celles qui ont présenté la demande. L'Assemblée des Parties définit les conditions dans lesquelles le Directeur général peut convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.

en supprimant „Chaque Partie dispose d'une voix“ au paragraphe f;

en ajoutant ce qui suit à la fin du paragraphe f:

Les Parties ont la possibilité de voter par procuration ou par d'autres moyens jugés appropriés par l'Assemblée des Parties et reçoivent les informations nécessaires suffisamment longtemps avant la session de l'Assemblée des Parties.

en nommant l'ancien paragraphe g paragraphe h et en insérant ce qui suit après „membres du bureau“:

„ainsi que des dispositions concernant la participation et le vote“

en insérant le nouveau paragraphe g suivant:

g. Pour toute session de l'Assemblée des Parties, chaque Partie dispose d'une voix.

en nommant l'ancien paragraphe h paragraphe i et en supprimant „d'INTELSAT“ et tous les mots suivants jusqu'à la fin de la phrase, et en insérant à la place „de l'ITSO“.

Article X

L'article X est amendé –

en donnant à l'article X le nouveau titre suivant: „Directeur général“ et en supprimant la totalité du texte de l'article X et en insérant à la place ce qui suit:

- a. L'organe exécutif est dirigé par le Directeur général qui est directement responsable devant l'Assemblée des Parties.
- b. Le Directeur général:
 - i. est le fonctionnaire de rang le plus élevé du personnel et le représentant légal de l'ITSO; il est responsable de l'exécution de toutes les fonctions de gestion, y compris l'exercice des droits aux termes de contrats;
 - ii. agit conformément aux directives et aux instructions de l'Assemblée des Parties;
 - iii. est nommé par l'Assemblée des Parties pour un mandat de quatre ans ou toute autre période décidée par l'Assemblée des Parties. Il peut être relevé de ses fonctions par décision motivée de l'Assemblée des Parties. Aucun Directeur général n'est nommé pour plus de huit ans.
- c. Les considérations principales qui doivent entrer en ligne de compte pour la nomination du Directeur général et le recrutement des autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent être de nature à assurer les normes les plus élevées d'intégrité, de compétence et d'efficacité, en tenant compte des avantages que pourraient présenter un recrutement et un déploiement sur une base régionale et géographiquement diversifiée. Le Directeur général et les autres membres du personnel de l'organe exécutif s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs responsabilités envers l'ITSO.
- d. Le Directeur général, sous réserve des orientations et instructions de l'Assemblée des Parties, détermine la structure, les niveaux d'effectifs et les modalités type d'emploi des dirigeants et employés et nomme le personnel de l'organe exécutif. Le Directeur général peut choisir des experts-conseils et autres conseillers de l'organe exécutif.
- e. Le Directeur général supervise le respect par la Société des Principes fondamentaux.
- f. Le Directeur général:
 - i. surveille le respect par la Société du Principe fondamental consistant à desservir les clients LCO en respectant les contrats LCO;
 - ii. examine les décisions prises par la Société pour ce qui est des demandes d'admissibilité à conclure un contrat LCO;
 - iii. aide les clients LCO à résoudre leurs différends avec la Société en fournissant des services de conciliation;
 - iv. dans le cas où un client LCO décide d'engager une procédure d'arbitrage contre la Société, donne des conseils sur le choix des experts-conseils et des arbitres.
- g. Le Directeur général rend compte aux Parties des questions auxquelles il est fait référence aux paragraphes d à f.
- h. En application des modalités qui seront établies par l'Assemblée des Parties, le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics.
 - i. Le Directeur général traite avec la Société conformément à l'Accord de services publics.
- j. Le Directeur général, au nom de l'ITSO, examine toutes les questions afférentes au patrimoine commun des Parties et communique les vues des Parties à (aux) l'Administration(s) notificatrice(s).
- k. Lorsque le Directeur général estime que le fait qu'une Partie n'ait pas pris de mesure aux termes du paragraphe c de l'article XI a porté atteinte à la capacité de la Société à respecter les Principes fondamentaux, le Directeur général contacte ladite Partie en vue de trouver une solution à cette situation et peut, conformément aux conditions définies par l'Assemblée des Parties et stipulées au paragraphe e de l'article IX, convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.
- l. L'Assemblée des Parties désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer les fonctions de Directeur général par intérim lorsque le Directeur général est absent, empêché de

remplir ses fonctions ou lorsque son poste devient vacant. Le Directeur général par intérim détient les compétences attribuées au Directeur général en vertu du présent Accord. En cas de vacance, le Directeur général par intérim assume ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Directeur général nommé et confirmé, dans les meilleurs délais, conformément à l'alinéa iii du paragraphe b du présent article.

Article XI

L'article XI est amendé –

en donnant à l'article XI le nouveau titre suivant: „Droits et obligations des Parties“;
en supprimant la totalité du texte de l'article XI et en insérant à la place le texte de l'article XIV en l'amendant comme suit:

au paragraphe a, en supprimant „et les Signataires“ et en insérant „, les Principes fondamentaux visés à l'article III“ après „Préambule“;

au paragraphe b, en supprimant „et tous les Signataires doivent être autorisés“ et en insérant à la place „sont autorisées“; en supprimant „ils sont en droit d'être représentés“ et en insérant à la place „elles sont en droit d'être représentées“; en supprimant „et de l'Accord d'exploitation“; en supprimant le mot „INTELSAT“ les deux fois où il apparaît et en insérant „l'ITSO“; en supprimant „ou le Signataire“ après le mot „Partie“ et en supprimant „et de tous les Signataires“;

en supprimant les paragraphes c à g compris et en insérant à la place le nouveau paragraphe c suivant:

c. Les Parties prennent, de façon transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence, aux termes de la procédure nationale applicable et des accords internationaux pertinents auxquels elles sont parties, les mesures requises pour que la Société puisse respecter les Principes fondamentaux.

Article XII

L'article XII est amendé –

en lui donnant le nouveau titre suivant: „Assignations de fréquences“;
en supprimant la totalité de son texte et en insérant à la place le nouveau texte suivant:

a. Les Parties de l'ITSO conservent les positions orbitales et les assignations de fréquences en cours de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'UIT en vertu des dispositions du Règlement des radiocommunications de l'UIT, jusqu'à ce que l'(les) Administration(s) notificatrice(s) choisie(s) ai(en)t notifié le Dépositaire qu'elle(s) a (ont) approuvé, accepté ou ratifié le présent Accord. Les Parties choisissent parmi les membres de l'ITSO une Partie chargée de représenter toutes les Parties membres de l'ITSO auprès de l'UIT au cours de la période pendant laquelle les Parties de l'ITSO conservent ces assignations.

b. Lorsque la Partie, choisie aux termes du paragraphe a pour représenter l'ensemble des Parties au cours de la période pendant laquelle l'ITSO conserve les assignations, reçoit la notification par le Dépositaire de l'approbation, l'acceptation ou la ratification du présent Accord par une Partie choisie par l'Assemblée des Parties en qualité d'Administration notificatrice pour la Société, elle transfère lesdites assignations à l'(aux) Administration(s) notificatrice(s) choisie(s).

c. Toute Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice de la Société, en vertu de la procédure nationale applicable:

- i. autorise l'utilisation de ladite assignation de fréquences par la Société de manière à permettre le respect des Principes fondamentaux;
- ii. dans le cas où ladite utilisation n'est plus autorisée ou si la Société n'a plus besoin de ladite (desdites) assignation(s) de fréquence(s), annule ladite assignation de fréquences aux termes des procédures de l'UIT.

d. Nonobstant toute autre disposition du présent Accord, si une Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice pour la Société cesse d'être membre de l'ITSO aux termes de l'article XIV, ladite Partie est liée par toutes les dispositions pertinentes du présent Accord et du Règlement des radiocommunications de l'UIT et y est soumise jusqu'à ce que les assignations de fréquences soient transférées à une autre Partie en conformité avec les procédures de l'UIT.

- e. Chaque Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice en vertu du paragraphe c:
- i. fait rapport, au moins sur une base annuelle, au Directeur général, sur le traitement accordé par ladite Administration notificatrice à la Société, en prêtant une attention particulière au respect par ladite Partie de ses obligations au titre de l'article XI, c;
 - ii. demande l'opinion du Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des mesures requises pour mettre en oeuvre le respect par la Société des Principes fondamentaux;
 - iii. travaille avec le Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des activités potentielles de l'(des) Administration(s) notificatrice(s) afin d'élargir l'accès aux pays dépendants;
 - iv. notifie et consulte le Directeur général au sujet des coordinations de système satellitaire auprès de l'UIT qui sont entreprises au nom de la Société pour assurer le maintien de la connexité mondiale et du service aux usagers dépendants;
 - v. mène des consultations avec l'UIT au sujet des besoins des usagers dépendants en matière de télécommunications par satellite.

Article XIII

L'article XIII est amendé –

en supprimant le titre et le texte de l'article XIII;

en nommant l'ancien article XV article XIII;

en donnant à l'article XIII le nouveau titre suivant: „Siège de l'ITSO, privilèges, exemptions et immunités“;

en amendant le texte de l'ancien article XV, nommé article XIII, comme suit:

au paragraphe a, en supprimant „d'INTELSAT“ et en insérant „de l'ITSO“ et en supprimant le point à la fin du paragraphe et en insérant ce qui suit: „, D.C., à moins que l'Assemblée des Parties n'en décide autrement.“;

au paragraphe b, en supprimant „et de tous droits de douane sur les satellites de télécommunications ainsi que sur les éléments et les pièces desdits satellites qui doivent être lancés en vue de leur utilisation dans le système mondial“; en supprimant „INTELSAT“ et en insérant à la place „l'ITSO“ et en supprimant „d'INTELSAT“ et en insérant à la place „de l'ITSO“;

au paragraphe c, en supprimant „d'INTELSAT“ les trois fois où il apparaît et en insérant à la place „de l'ITSO“; en supprimant „à INTELSAT“ et en insérant à la place „à l'ITSO“; en supprimant „hauts fonctionnaires“ et en insérant à la place „dirigeants“; en supprimant à la fin de la première phrase „, aux Signataires et aux représentants de Signataires ainsi qu'aux personnes participant aux procédures d'arbitrage“; en supprimant „doit, dès que possible, conclure“ et en insérant à la place „conclut, dès que possible“; en supprimant „avec INTELSAT“ et en insérant à la place „avec l'ITSO“; en supprimant la phrase „Ledit Accord comportera une disposition exonérant de tout impôt national sur le revenu les sommes versées par INTELSAT, dans le territoire de ladite Partie, aux Signataires, agissant en cette qualité, à l'exception du Signataire désigné par la Partie sur le territoire de laquelle le siège est situé.“ et en supprimant „doivent également, dès que possible, conclure“ et en insérant à la place „concluent, dès que possible,“.

Article XVI

L'article XVI (Retrait) est nommé article XIV et amendé pour le formuler comme suit:

- a.
 - i. Toute Partie peut se retirer volontairement de l'ITSO. La Partie qui se retire notifie par écrit sa décision au Dépositaire.
 - ii. La notification de la décision de retrait d'une Partie en vertu des dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe est transmise par le Dépositaire à toutes les Parties et à l'organe exécutif.
 - iii. Sous réserve des dispositions du paragraphe d de l'article XII, le retrait volontaire, notifié conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, prend effet, et le présent Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie qui se retire, trois mois après la date de réception de la notification.
- b.
 - i. Si une Partie paraît avoir manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord, l'Assemblée des Parties, après avoir reçu une notification à cet effet ou agissant de sa

propre initiative et après avoir examiné toute observation présentée par ladite Partie, peut décider, si elle constate qu'il y a eu manquement à une obligation, que la Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO. À partir de la date d'une telle décision, l'Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

- ii. Si l'Assemblée des Parties décide qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, l'organe exécutif en avise le Dépositaire, lequel transmet la notification à toutes les Parties.
- c. Dès la réception par le Dépositaire ou l'organe exécutif, selon le cas, de la notification d'une décision de retrait conformément aux dispositions de l'alinéa i du paragraphe a du présent article, la Partie qui la notifie cesse d'avoir tout droit de représentation et de vote au sein de l'Assemblée des Parties, quels qu'ils soient, et elle n'assume aucune obligation ou responsabilité après la réception de la notification.
- d. Si l'Assemblée des Parties décide, conformément au paragraphe b du présent article, qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO, la Partie n'assume aucune obligation ou responsabilité après ladite décision.
- e. Aucune Partie n'est tenue de se retirer de l'ITSO en conséquence directe de toute modification du statut de cette Partie vis-à-vis des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications.

Article XVII

L'ancien article XVII (Amendements) est nommé article XV et le nouvel article XV est amendé – au paragraphe a, en supprimant à la fin „et à tous les Signataires“; au paragraphe b, en supprimant „VII“ et en insérant à la place „IX“ et en supprimant la dernière phrase; au paragraphe c, en supprimant le chiffre „VII“ et en insérant à la place „IX“; en modifiant le paragraphe d pour le formuler comme suit:

- d. Un amendement approuvé par l'Assemblée des Parties entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe e du présent article après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation, d'acceptation ou de ratification de l'amendement par les deux tiers des Etats qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties. en supprimant „d'INTELSAT“ au paragraphe e et en insérant à la place „de l'ITSO“.

Article XVIII

L'ancien article XVIII (Règlement des différends) est nommé article XVI et le nouvel article XVI est amendé pour être formulé comme suit:

- a. Tout différend d'ordre juridique entre des Parties ou entre l'ITSO et une ou plusieurs Parties et relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, est soumis, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable, à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord.
- b. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, survenu entre une Partie et un Etat qui a cessé d'être Partie, ou entre l'ITSO et un Etat qui a cessé d'être Partie, et qui se produit après que l'Etat a cessé d'être Partie, est soumis à l'arbitrage, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable. Cet arbitrage a lieu conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord, si l'Etat qui a cessé d'être Partie y consent. Si un Etat cesse d'être Partie après la soumission à l'arbitrage d'un différend auquel il participait conformément au paragraphe a du présent article, la procédure arbitrale se poursuit jusqu'à sa conclusion.
- c. Tout différend d'ordre juridique découlant d'accords entre l'ITSO et une Partie, quelle qu'elle soit, est soumis aux dispositions sur le règlement des différends contenues dans lesdits accords. En l'absence de telles dispositions, ces différends, s'ils ne sont pas résolus autrement, peuvent être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord si les parties au différend y consentent.

Article XIX

L'ancien article XIX (Signature) est nommé article XVII et le nouvel article XVII est amendé – en ajoutant „des Nations Unies ou“ à l'alinéa a, ii après „Etat membre“.

Article XX

L'ancien article XX (Entrée en vigueur) est nommé article XVIII et le nouvel article XVIII est amendé –

en modifiant le paragraphe a pour le formuler comme suit:

- a. Le présent Accord entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle il a été signé, sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou soixante jours, après la date à laquelle l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré les deux tiers des Etats qui étaient parties à l'Accord provisoire lorsque le présent Accord a été ouvert à la signature pourvu que dans ces deux tiers soient comprises des parties à l'Accord provisoire qui détenaient alors au moins deux tiers des quotes-parts en vertu de l'Accord spécial.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'Accord n'entre en vigueur en aucun cas moins de huit mois ou plus de dix-huit mois après la date à laquelle il a été ouvert à la signature.

en modifiant la dernière phrase du paragraphe c pour la formuler comme suit:

Si l'application à titre provisoire cesse en vertu de l'alinéa ii ou de l'alinéa iii du présent paragraphe, les dispositions du paragraphe c de l'article XIV de l'Accord régissent les droits et obligations de la Partie.

en supprimant le paragraphe d et en dénommant l'ancien paragraphe e paragraphe d.

Article XXI

L'ancien article XXI (Dispositions diverses) est nommé article XIX et le nouvel article XIX est amendé –

en supprimant toutes les occurrences des termes „d'INTELSAT“ et en insérant à la place „de l'ITSO“; en supprimant „et à tous les Signataires“ au paragraphe b.

Article XXII

L'article XXII (Dépositaire) est nommé article XX et le nouvel article XX est amendé –

en supprimant toutes les occurrences des termes „d'INTELSAT“ et en insérant à la place „de l'ITSO“; en remplaçant „XIX“ du paragraphe a par „XVII“;

en remplaçant „XIX“ du paragraphe b par „XVIII“, et „XX“ par „XIX“;

en supprimant „Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, le Dépositaire fait enregistrer celui-ci“ et en insérant à la place „A l'entrée en vigueur du présent Accord, le Dépositaire le fait enregistrer“;

en déplaçant la totalité du texte après „Charte des Nations Unies.“ du paragraphe c et en l'insérant immédiatement à la suite du dernier article de l'Accord amendé.

Nouvel article

A la suite du nouvel article XX, insérer le nouvel article XXI suivant, intitulé „Durée“, formulé comme suit:

Le présent Accord reste en vigueur pendant au moins douze ans à partir de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. L'Assemblée des Parties peut mettre fin au présent Accord à compter du douzième anniversaire de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société par un vote des Parties en application du paragraphe f de l'article IX. Une telle décision est considérée comme étant une question de fond.

Instructions générales applicables à tous les articles

Les articles amendés sont reclassés par ordre numérique, et les paragraphes de chaque article amendé sont reclassés par ordre alphabétique.

ANNEXE A

L'Annexe A est supprimée dans son intégralité.

ANNEXE B

L'Annexe B est supprimée dans son intégralité.

ANNEXE C

L'Annexe C est amendée comme suit –

en nommant l'Annexe C „Annexe A“;

à l'article 1, en supprimant „XVIII“ et en insérant à la place „XVI“ et en supprimant „et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci“;

à l'article 2, en supprimant „XVIII“ et en insérant à la place „XVI“ et en supprimant „et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci“;

à l'article 3, paragraphe a, en supprimant „ultérieure“ et en insérant à la place „suivante“, et en insérant „deuxième“ après „entre la fin de chaque session et la fin de la“;

à l'article 3, paragraphe c, en insérant la nouvelle phrase suivante à la fin de la première phrase: „Les membres du groupe d'experts peuvent participer aux réunions en personne ou par voie électronique.“ et en supprimant, à la fin du paragraphe c, „d'INTELSAT aux fins d'application de l'article 8 de l'Accord“ et en insérant à la place „de l'ITSO“;

à l'article 3, paragraphe d, en supprimant la deuxième phrase;

à l'article 3, paragraphe e, en supprimant „paragraphe“ et en insérant à la place „paragraphes“ et en supprimant „ou le Conseil des Gouverneurs s'efforcent“ et en insérant à la place „s'efforce“;

à l'article 3, paragraphe g, en supprimant la désignation „g.“ et le texte du paragraphe g;

à l'article 4, alinéa a, iv, en supprimant „XVIII“ et en insérant à la place „XVI“ et en supprimant „ou de l'article 20 de l'Accord d'exploitation“;

à l'article 4, paragraphe b, en supprimant „et à chacun des Signataires“;

à l'article 5, paragraphe a, en insérant „de la présente Annexe“ à la suite de „l'article 4“;

à l'article 5, paragraphe c, en insérant „ou l'autre“ à la suite de „A défaut d'entente dans ce délai, l'un“;

à l'article 6, alinéa a, i, en insérant „au différend“ à la suite de „partie“;

à l'article 7, paragraphe b, en supprimant „INTELSAT“ et en insérant à la place „l'ITSO“; en supprimant „ , les Parties dont les Signataires qu'elles ont désignés et les Signataires dont les Parties qui les ont désignés“ et en insérant à la place „et les Parties qui“; en supprimant „lorsqu'INTELSAT“ et en insérant à la place „lorsque l'ITSO“ et en supprimant „et tous les Signataires“;

à l'article 7, paragraphe f, en supprimant „XVIII“ et en insérant à la place „XVI“ et en supprimant „et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci“;

à l'article 7, paragraphe h, en supprimant „XVIII“ et en insérant à la place „XVI“ et en supprimant „et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci“;

à l'article 7, paragraphe k, en supprimant „et à tous les Signataires“;

à l'article 9, en supprimant la désignation „a.“ et le texte du paragraphe a; en supprimant la désignation „b.“ et en supprimant „Dans le cas où toute autre Partie, tout Signataire ou INTELSAT estiment avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, ils peuvent“ et en insérant à la place „Toute Partie non partie à un différend, ou l'ITSO, si elle estime avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, peut“;

à l'article 11, en supprimant „ , chaque Signataire et INTELSAT“ et en insérant à la place „et l'ITSO“;

à l'article 13 à l'alinéa a, i, en supprimant „et l'Accord d'exploitation“; au paragraphe b, en supprimant „Lorsqu'INTELSAT“ et en insérant à la place „Lorsque l'ITSO“; en supprimant „autorisée ni par l'Accord, ni par l'Accord d'exploitation“ et en insérant à la place „pas autorisée par l'Accord“; en supprimant „ces derniers“ et en insérant à la place „ce dernier“ et en supprimant „et tous les Signataires“ après „Parties“ au paragraphe b;

à l'article 14, en supprimant „Lorsqu'INTELSAT“ et en insérant à la place „Lorsque l'ITSO“; en supprimant „d'INTELSAT“ et en insérant à la place „de l'ITSO“ et en supprimant „aux fins de l'article 8 de l'Accord d'exploitation“.

ANNEXE D

L'Annexe D est supprimée dans son intégralité.

*

AMENDEMENT A L'ARTICLE 23 DE L'ACCORD D'EXPLOITATION relatif à l'organisation internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“

L'article 23 (Entrée en vigueur) de l'Accord d'exploitation est amendé –
en supprimant „XX“ aux paragraphes a et b et en insérant à la place „XVIII“;
en supprimant „reste en vigueur aussi longtemps que l'Accord“ au paragraphe c et en insérant à la place „est éteint quand l'Accord cesse d'être en vigueur ou, si elle intervient avant, au moment de l'entrée en vigueur des amendements à l'Accord stipulant la suppression de toute référence à l'Accord d'exploitation“.

*

ACCORD relatif à l'organisation internationale de Télécommunications par Satellites

Préambule

LES ETATS PARTIES AU PRESENT ACCORD,

Considérant le principe énoncé dans la Résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies selon lequel les nations du monde doivent pouvoir dès que possible communiquer au moyen de satellites sur une base mondiale et non discriminatoire,

Considérant les dispositions pertinentes du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes et, en particulier, l'article I qui affirme que l'espace extra-atmosphérique doit être utilisé pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays,

Reconnaissant que, conformément à son but initial, l'organisation internationale de télécommunications par satellites a mis en place un système mondial par satellites destiné à fournir des services de télécommunications à toutes les régions du monde, qui a contribué à la paix et à l'entente mondiales,

Tenant compte du fait que la 24e session de l'Assemblée des Parties de l'organisation internationale de télécommunications par satellites a décidé de procéder à une restructuration et une privatisation en créant une société privée supervisée par une organisation intergouvernementale,

Constatant que, du fait de la concurrence accrue dans la fourniture de services de télécommunications, il est devenu nécessaire pour l'organisation internationale de télécommunications par satellites de transférer son système spatial à la Société définie à l'article I, d du présent Accord afin que le système spatial continue d'être exploité de façon commercialement viable,

Visant à faire en sorte que la Société respecte les Principes fondamentaux énoncés à l'article III du présent Accord et fournisse, sur une base commerciale, le secteur spatial nécessaire à des services publics de télécommunications internationales de haute qualité et de grande fiabilité,

Ayant déterminé qu'une organisation intergouvernementale de supervision, dont tout Etat membre des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications peut devenir membre, est nécessaire pour assurer que la Société respecte les Principes fondamentaux sur une base continue,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIVIT:

Article I

Définitions

Aux fins du présent Accord:

- a. le terme „Accord“ désigne le présent accord, y compris son annexe et tout amendement y afférent, mais à l'exclusion des titres des articles, ouvert à la signature des Gouvernements le 20 août 1971, à Washington, et établissant l'organisation internationale de télécommunications par satellites;
- b. les termes „secteur spatial“ désignent les satellites de télécommunications ainsi que les installations de poursuite, de télémessure, de télécommande, de contrôle, de surveillance et les autres équipements associés, nécessaires au fonctionnement de ces satellites;
- c. le terme „télécommunication“ désigne toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques;
- d. le terme „Société“ désigne l'entité ou les entités privées, créées aux termes du droit d'un ou plusieurs Etats à laquelle (auxquelles) le système spatial de l'organisation internationale de télécommunications par satellites est transféré, y compris les entités leur succédant en droit;
- e. les termes „sur une base commerciale“ signifient conformément à la pratique commerciale habituelle et coutumière du secteur des télécommunications;
- f. les termes „services publics de télécommunications“ désignent les services de télécommunications fixes ou mobiles qui peuvent être assurés par satellites et qui sont accessibles aux fins d'utilisation par le public tels que le téléphone, le télégraphe, le télex, la transmission de fac-similés, la transmission de données, la transmission de programmes de radiodiffusion et de télévision entre des stations terrestres approuvées ayant accès au secteur spatial de la Société en vue d'une transmission ultérieure au public, ainsi que les circuits loués pour l'une quelconque des utilisations ci-dessus mentionnées: ces termes excluent les services mobiles d'une catégorie qui n'a pas été fournie en application de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial préalablement à l'ouverture de l'Accord à la signature l'Accord à la signature et qui sont assurés par des stations mobiles opérant directement avec un satellite conçu en tout ou en partie pour assurer des services ayant trait à la sécurité ou au contrôle en vol d'aéronefs, ou à la radionavigation aérienne ou maritime;
- g. les termes „Accord provisoire“ désignent l'accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites, signé par les Gouvernements à Washington le 20 août 1964;
- h. les termes „obligation de connexité vitale“ ou „LCO“ désignent l'obligation assumée par la Société, telle qu'énoncée dans le contrat LCO, de fournir des services continus de télécommunications au client LCO;
- i. les termes „Accord spécial“ désignent l'accord signé le 20 août 1964 par les Gouvernements ou les organismes de télécommunications désignés par les Gouvernements, conformément aux dispositions de l'Accord provisoire;
- j. les termes „Accord de services publics“ désignent l'instrument juridiquement contraignant par lequel l'UITSO s'assure que la Société respecte les Principes fondamentaux;
- k. les termes „Principes fondamentaux“ désignent les principes décrits à l'article III;
- l. les termes „patrimoine commun“ désignent les assignations de fréquences associées aux positions orbitales en cours de publication anticipée ou de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en conformité avec les dispositions du Règlement des radiocommunications de l'UIT, qui sont transférées à une ou plusieurs Parties aux termes de l'article XII;

- m. les termes „couverture mondiale“ désignent la couverture géographique maximum de la terre vers le parallèle le plus au nord et le parallèle le plus au sud visibles depuis des satellites déployés à des emplacements orbitaux géostationnaires;
- n. les termes „connexité mondiale“ désignent les moyens d’interconnexion offerts aux clients de la Société par l’intermédiaire de la couverture mondiale que la Société fournit pour permettre des communications au sein des cinq régions de l’Union internationale des télécommunications définies par la Conférence de plénipotentiaires de l’Union internationale des télécommunications qui s’est tenue à Montreux en 1965, et entre ces régions;
- o. les termes „accès non discriminatoire“ désignent l’opportunité d’accès au système de la Société sur une base égale et équitable;
- p. le terme „Partie“ désigne un Etat à l’égard duquel l’Accord est entré en vigueur ou est appliqué à titre provisoire;
- q. le terme „biens“ comprend tout élément, quelle qu’en soit la nature, à l’égard duquel un droit de propriété peut être exercé, ainsi que tout droit contractuel;
- r. les termes „clients LCO“ désignent tous les clients en droit de bénéficier et ayant signé des contrats LCO;
- s. le terme „administration“ désigne tout département ou service officiel responsable du respect des obligations émanant de la Constitution de l’Union internationale des télécommunications, de la Convention de l’Union internationale des télécommunications et de ses règlements administratifs.

Article II

Création de l’ITSO

Tenant dûment compte des principes énoncés ci-dessus dans le Préambule, les Parties créent l’organisation internationale de télécommunications par satellites, dénommée ci-après „ITSO“.

Article III

But principal et Principes fondamentaux de l’ITSO

- a. En tenant compte de l’établissement de la Société, le but principal de l’ITSO est de s’assurer, par le biais de l’Accord de services publics, que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de veiller au respect des Principes fondamentaux.
- b. Les Principes fondamentaux sont les suivants:
 - i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
 - ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;
 - iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

Article IV

Services publics de télécommunications nationales couverts

Sont assimilés aux services publics de télécommunications internationales aux fins d’application de l’article III:

- a. les services publics de télécommunications nationales entre des régions séparées par des régions qui ne sont pas sous la juridiction de l’Etat intéressé ou entre des régions séparées par la haute mer;
- b. les services publics de télécommunications nationales entre des régions qui ne sont reliées par aucune installation terrestre à bande large et qui sont séparées par des obstacles naturels d’un caractère si exceptionnel qu’ils excluent la création viable d’installations terrestres à bande large entre ces régions, à condition que l’autorisation appropriée ait été donnée.

*Article V****Supervision***

L'ITSO prend toutes les mesures appropriées, y compris la conclusion de l'Accord de services publics, pour superviser l'exécution par la Société des Principes fondamentaux, en particulier le principe d'accès non discriminatoire au système de la Société pour les services publics de télécommunications existants et futurs offerts par la Société lorsque la capacité de secteur spatial est disponible sur une base commerciale.

*Article VI****Personnalité juridique***

- a. L'ITSO a la personnalité juridique. Elle a toute la capacité requise pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs, y compris celle:
 - i. de conclure des accords avec des Etats ou des organisations internationales;
 - ii. de contracter;
 - iii. d'acquérir des biens et d'en disposer;
 - iv. d'ester en justice.
- b. Chaque Partie prend toute mesure qui s'impose dans le cadre de sa juridiction afin de donner effet aux dispositions du présent article en fonction de son propre droit.

*Articles VII****Principes financiers***

- a. L'ITSO sera financée pour la période de douze ans établie à l'article XXI, grâce à certains actifs financiers qu'elle conservera au moment du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société.
- b. Dans le cas où l'ITSO continue d'exister au-delà de douze ans, l'ITSO obtient un financement par le biais de l'Accord de services publics.

*Article VIII****Structure de l'ITSO***

L'ITSO comprend les organes suivants:

- a. l'Assemblée des Parties;
- b. un organe exécutif dirigé par le Directeur général responsable devant l'Assemblée des Parties.

*Article IX****Assemblée des Parties***

- a. L'Assemblée des Parties est composée de toutes les Parties et est le principal organe de l'ITSO.
- b. L'Assemblée des Parties prend en considération la politique générale et les objectifs à long terme de l'ITSO.
- c. L'Assemblée des Parties prend en considération les questions qui intéressent particulièrement les Parties en tant qu'Etats souverains, notamment elle assure que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de:
 - i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
 - ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;
 - iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

- d. L'Assemblée des Parties a les fonctions et pouvoirs suivants:
- i. elle donne les instructions qu'elle juge appropriées à l'organe exécutif de l'ITSO en particulier en ce qui concerne l'examen par celui-ci des activités de la Société qui sont directement liées aux Principes fondamentaux;
 - ii. elle examine et prend les décisions relatives aux propositions d'amendements de l'Accord conformément à l'article XV du présent Accord;
 - iii. elle nomme et démet de ses fonctions le Directeur général conformément à l'article X;
 - iv. elle examine les rapports remis par le Directeur général qui ont trait au respect par la Société des Principes fondamentaux et prend des décisions sur ces rapports;
 - v. elle examine et, à sa discrétion, prend des décisions sur les recommandations du Directeur général;
 - vi. elle adopte, en vertu des dispositions du paragraphe b de l'article XIV de l'Accord, les décisions concernant le retrait d'une Partie de l'ITSO;
 - vii. elle adopte les décisions concernant les questions relatives aux relations officielles entre l'ITSO et les Etats, qu'ils soient ou non Parties, ou les organisations internationales;
 - viii. elle examine les réclamations qui lui sont soumises par les Parties;
 - ix. elle examine les questions relatives au patrimoine commun des Parties;
 - x. elle adopte les décisions relatives à l'autorisation mentionnée au b de l'article IV de l'Accord;
 - xi. elle examine et approuve le budget de l'ITSO pour toute période décidée par l'Assemblée des Parties;
 - xii. elle prend toute décision nécessaire pour ce qui est des dépenses imprévues pouvant sortir du budget approuvé;
 - xiii. elle nomme un commissaire aux comptes pour examiner les dépenses et les comptes de l'ITSO;
 - xiv. elle choisit les experts juridiques mentionnés à l'article 3 de l'Annexe A de l'Accord;
 - xv. elle détermine les conditions dans lesquelles le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics;
 - xvi. elle décide des amendements qu'il est proposé d'apporter à l'Accord de services publics;
 - xvii. elle exerce toute autre fonction relevant de sa compétence au titre de tout autre article de l'Accord.
- e. L'Assemblée des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans, en commençant au plus tard douze mois après le transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. En plus des sessions ordinaires, l'Assemblée des Parties peut tenir des sessions extraordinaires convoquées à la demande de l'organe exécutif en vertu des dispositions du paragraphe k de l'article X, ou sur demande écrite d'une ou plusieurs Parties adressée au Directeur général précisant l'objet de la réunion sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Parties, y compris celles qui ont présenté la demande. L'Assemblée des Parties définit les conditions dans lesquelles le Directeur général peut convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.
- f. Pour toute session de l'Assemblée des Parties, le quorum est constitué par les représentants d'une majorité des Parties. Toute décision sur une question de fond est adoptée par un vote affirmatif émis par au moins les deux tiers des Parties dont les représentants sont présents et votants. Toute décision sur une question de procédure est adoptée par un vote affirmatif émis à la majorité simple des Parties dont les représentants sont présents et votants. Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond est réglé par un vote émis à la majorité simple des Parties dont les représentants sont présents et votants. Les Parties ont la possibilité de voter par procuration ou par d'autres moyens jugés appropriés par l'Assemblée des Parties et reçoivent les informations nécessaires suffisamment longtemps avant la session de l'Assemblée des Parties.
- g. Pour toute session de l'Assemblée des Parties, chaque Partie dispose d'une voix.
- h. L'Assemblée des Parties adopte son règlement intérieur qui comprend notamment des dispositions concernant l'élection du président et des autres membres du bureau ainsi que des dispositions concernant la participation et le vote.

- i. Chaque Partie fait face à ses propres frais de représentation lors des réunions de l'Assemblée des Parties. Les dépenses relatives aux réunions de l'Assemblée des Parties sont considérées comme faisant partie des dépenses administratives de l'ITSO.

Article X

Directeur général

- a. L'organe exécutif est dirigé par le Directeur général qui est directement responsable devant l'Assemblée des Parties.
- b. Le Directeur général:
 - i. est le fonctionnaire de rang le plus élevé du personnel et le représentant légal de l'ITSO; il est responsable de l'exécution de toutes les fonctions de gestion, y compris l'exercice des droits aux termes de contrats;
 - ii. agit conformément aux directives et aux instructions de l'Assemblée des Parties;
 - iii. est nommé par l'Assemblée des Parties pour un mandat de quatre ans ou toute autre période décidée par l'Assemblée des Parties. Il peut être relevé de ses fonctions par décision motivée de l'Assemblée des Parties. Aucun Directeur général n'est nommé pour plus de huit ans.
- c. Les considérations principales qui doivent entrer en ligne de compte pour la nomination du Directeur général et le recrutement des autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent être de nature à assurer les normes les plus élevées d'intégrité, de compétence et d'efficacité, en tenant compte des avantages que pourraient présenter un recrutement et un déploiement sur une base régionale et géographiquement diversifiée. Le Directeur général et les autres membres du personnel de l'organe exécutif s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs responsabilités envers l'ITSO.
- d. Le Directeur général, sous réserve des orientations et instructions de l'Assemblée des Parties, détermine la structure, les niveaux d'effectifs et les modalités type d'emploi des dirigeants et employés et nomme le personnel de l'organe exécutif. Le Directeur général peut choisir des experts-conseils et autres conseillers de l'organe exécutif.
- e. Le Directeur général supervise le respect par la Société des Principes fondamentaux.
- f. Le Directeur général:
 - i. surveille le respect par la Société du Principe fondamental consistant à desservir les clients LCO en respectant les contrats LCO;
 - ii. examine les décisions prises par la Société pour ce qui est des demandes d'admissibilité à conclure un contrat LCO;
 - iii. aide les clients LCO à résoudre leurs différends avec la Société en fournissant des services de conciliation;
 - iv. dans le cas où un client LCO décide d'engager une procédure d'arbitrage contre la Société, donne des conseils sur le choix des experts-conseils et des arbitres.
- g. Le Directeur général rend compte aux Parties des questions auxquelles il est fait référence aux paragraphes d à f.
- h. En application des modalités qui seront établies par l'Assemblée des Parties, le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics.
- i. Le Directeur général traite avec la Société conformément à l'Accord de services publics.
- j. Le Directeur général, au nom de l'ITSO, examine toutes les questions afférentes au patrimoine commun des Parties et communique les vues des Parties à (aux) l'Administration(s) notificatrice(s).
- k. Lorsque le Directeur général estime que le fait qu'une Partie n'ait pas pris de mesure aux termes du paragraphe c de l'article XI a porté atteinte à la capacité de la Société à respecter les Principes fondamentaux, le Directeur général contacte ladite Partie en vue de trouver une solution à cette situation et peut, conformément aux conditions définies par l'Assemblée des Parties et stipulées au paragraphe e de l'article IX, convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.
- l. L'Assemblée des Parties désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer les fonctions de Directeur général par intérim lorsque le Directeur général est absent, empêché de remplir ses

fonctions ou lorsque son poste devient vacant. Le Directeur général par intérim détient les compétences attribuées au Directeur général en vertu du présent Accord. En cas de vacance, le Directeur général par intérim assume ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Directeur général nommé et confirmé, dans les meilleurs délais, conformément à l'alinéa iii du paragraphe b du présent article.

Article XI

Droits et obligations des Parties

- a. Les Parties exercent leurs droits et exécutent leurs obligations découlant de l'Accord d'une manière propre à respecter pleinement et à promouvoir les principes énoncés dans le Préambule, les Principes fondamentaux visés à l'article III et les dispositions de l'Accord.
- b. Toutes les Parties sont autorisées à assister et à participer à toutes les conférences et réunions auxquelles elles sont en droit d'être représentées conformément aux dispositions du présent Accord, ainsi qu'à toute autre réunion organisée par l'ITSO ou tenue sous ses auspices, conformément aux dispositions prises par l'ITSO pour ces réunions, indépendamment du lieu où elles se tiennent. L'organe exécutif veille à ce que les dispositions arrêtées avec la Partie invitant pour chaque conférence ou réunion comportent une clause relative à l'admission dans le pays invitant et au séjour pour la durée de ladite conférence ou de ladite réunion des représentants de toutes les Parties en droit d'y assister.
- c. Les Parties prennent, de façon transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence, aux termes de la procédure nationale applicable et des accords internationaux pertinents auxquels elles sont parties, les mesures requises pour que la Société puisse respecter les Principes fondamentaux.

Article XII

Assignations de fréquences

- a. Les Parties de l'ITSO conservent les positions orbitales et les assignations de fréquences en cours de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'UIT en vertu des dispositions du Règlement des radiocommunications de l'UIT, jusqu'à ce que l'(les) Administration(s) notificatrice(s) choisie(s) ai(en)t notifié le Dépositaire qu'elle(s) a (ont) approuvé, accepté ou ratifié le présent Accord. Les Parties choisissent parmi les membres de l'ITSO une Partie chargée de représenter toutes les Parties membres de l'ITSO auprès de l'UIT au cours de la période pendant laquelle les Parties de l'ITSO conservent ces assignations.
- b. Lorsque la Partie, choisie aux termes du paragraphe a pour représenter l'ensemble des Parties au cours de la période pendant laquelle l'ITSO conserve les assignations, reçoit la notification par le Dépositaire de l'approbation, l'acceptation ou la ratification du présent Accord par une Partie choisie par l'Assemblée des Parties en qualité d'Administration notificatrice pour la Société, elle transfère lesdites assignations à l'(aux) Administration(s) notificatrice(s) choisie(s).
- c. Toute Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice de la Société, en vertu de la procédure nationale applicable:
 - i. autorise l'utilisation de ladite assignation de fréquences par la Société de manière à permettre le respect des Principes fondamentaux;
 - ii. dans le cas où ladite utilisation n'est plus autorisée ou si la Société n'a plus besoin de ladite (desdites) assignation(s) de fréquence(s), annule ladite assignation de fréquences aux termes des procédures de l'UIT.
- d. Nonobstant toute autre disposition du présent Accord, si une Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice pour la Société cesse d'être membre de l'ITSO aux termes de l'article XIV, ladite Partie est liée par toutes les dispositions pertinentes du présent Accord et du Règlement des radiocommunications de l'UIT et y est soumise jusqu'à ce que les assignations de fréquences soient transférées à une autre Partie en conformité avec les procédures de l'UIT.
- e. Chaque Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice en vertu du paragraphe c:
 - i. fait rapport, au moins sur une base annuelle, au Directeur général, sur le traitement accordé par ladite Administration notificatrice à la Société, en prêtant une attention particulière au respect par ladite Partie de ses obligations au titre de l'article XI, c;

- ii. demande l'opinion du Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des mesures requises pour mettre en oeuvre le respect par la Société des Principes fondamentaux;
- iii. travaille avec le Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des activités potentielles de l'(des) Administration(s) notificatrice(s) afin d'élargir l'accès aux pays dépendants;
- iv. notifie et consulte le Directeur général au sujet des coordinations de système satellitaire auprès de l'UIT qui sont entreprises au nom de la Société pour assurer le maintien de la connexité mondiale et du service aux usagers dépendants;
- v. mène des consultations avec l'UIT au sujet des besoins des usagers dépendants en matière de télécommunications par satellite.

Article XIII

Siège de l'ITSO, privilèges, exemptions et immunités

- a. Le siège de l'ITSO est situé à Washington, D.C., à moins que l'Assemblée de Parties n'en décide autrement.
- b. Dans le cadre des activités autorisées par l'Accord, l'ITSO et ses biens sont exonérés, par tous les Etats parties à l'Accord, de tout impôt national sur le revenu et impôt direct national sur les biens. Chaque Partie s'engage à agir au mieux pour faire accorder, conformément à la procédure nationale applicable, toutes autres exonérations d'impôts sur les revenus et sur les biens, ainsi que des droits de douane, jugées souhaitables en gardant présent à l'esprit le caractère spécifique de l'ITSO.
- c. Toute Partie autre que la Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège de l'ITSO ou, suivant le cas, la Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège de l'ITSO, accorde, conformément au Protocole ou à l'Accord de siège visés au présent paragraphe, les privilèges, exemptions et immunités nécessaires à l'ITSO, à ses dirigeants, aux autres catégories de son personnel spécifiées audit Protocole et audit Accord de siège, aux Parties et aux représentants de Parties. En particulier, toute Partie accorde aux personnes visées ci-dessus dans la mesure et dans les cas qui seront prévus par l'Accord de siège et le Protocole visés au présent paragraphe, l'immunité de juridiction pour les actes accomplis, les écrits ou les propos émis dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions. La Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège de l'ITSO conclut, dès que possible, un Accord de siège avec l'ITSO portant sur les privilèges, exemptions et immunités. Les autres Parties concluent, dès que possible, un Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités. L'Accord de siège et le Protocole sont indépendants de l'Accord et chacun d'eux prévoit les conditions selon lesquelles il prend fin.

Article XIV

Retrait

- a.
 - i. Toute Partie peut se retirer volontairement de l'ITSO. La Partie qui se retire notifie par écrit sa décision au Dépositaire.
 - ii. La notification de la décision de retrait d'une Partie en vertu des dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe est transmise par le Dépositaire à toutes les Parties et à l'organe exécutif.
 - iii. Sous réserve des dispositions du paragraphe d de l'article XII, le retrait volontaire, notifié conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, prend effet, et le présent Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie qui se retire, trois mois après la date de réception de la notification.
- b.
 - i. Si une Partie paraît avoir manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord, l'Assemblée des Parties, après avoir reçu une notification à cet effet ou agissant de sa propre initiative et après avoir examiné toute observation présentée par ladite Partie, peut décider, si elle constate qu'il y a eu manquement à une obligation, que la Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO. A partir de la date d'une telle décision, l'Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

- ii. Si l'Assemblée des Parties décide qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, l'organe exécutif en avise le Dépositaire, lequel transmet la notification à toutes les Parties.
- c. Dès la réception par le Dépositaire ou l'organe exécutif, selon le cas, de la notification d'une décision de retrait conformément aux dispositions de l'alinéa i du paragraphe a du présent article, la Partie qui la notifie cesse d'avoir tout droit de représentation et de vote au sein de l'Assemblée des Parties, quels qu'ils soient, et elle n'assume aucune obligation ou responsabilité après la réception de la notification.
- d. Si l'Assemblée des Parties décide, conformément au paragraphe b du présent article, qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO, la Partie n'assume aucune obligation ou responsabilité après ladite décision.
- e. Aucune Partie n'est tenue de se retirer de l'ITSO en conséquence directe de toute modification du statut de cette Partie vis-à-vis des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications.

Article XV

Amendements

- a. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Accord. Les propositions d'amendements sont transmises à l'organe exécutif qui les distribue dans les meilleurs délais à toutes les Parties.
- b. L'Assemblée des Parties examine toute proposition d'amendement lors de la session ordinaire qui suit la distribution de la proposition par l'organe exécutif ou lors d'une session extraordinaire convoquée antérieurement conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord, sous réserve que la proposition d'amendement soit distribuée par l'organe exécutif quatre-vingt-dix jours au moins avant la date d'ouverture de la session.
- c. L'Assemblée des Parties prend une décision sur toute proposition d'amendement selon les règles de quorum et de vote prévues à l'article IX de l'Accord. Elle peut modifier toute proposition d'amendement distribuée conformément au paragraphe b du présent article, et prendre une décision sur toute proposition d'amendement qui n'a pas été distribuée en conformité avec ledit paragraphe mais résultant directement d'une proposition d'amendement ainsi distribuée.
- d. Un amendement approuvé par l'Assemblée des Parties entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe e du présent article après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation, d'acceptation ou de ratification de l'amendement par les deux tiers des Etats qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties.
- e. Le Dépositaire notifie à toutes les Parties, dès leur réception, les acceptations, les approbations ou les ratifications requises en vertu du paragraphe d du présent article pour l'entrée en vigueur d'un amendement. Quatre-vingt-dix jours après la date de cette notification, ledit amendement entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties y compris celles qui ne l'ont pas accepté, approuvé, ou ratifié, et qui ne se sont pas retirées de l'ITSO.
- f. Nonobstant les dispositions précédentes des paragraphes d et e du présent article, aucun amendement n'entre en vigueur moins de huit mois après la date de son approbation par l'Assemblée des Parties.

Article XVI

Règlement des différends

- a. Tout différend d'ordre juridique entre des Parties ou entre l'ITSO et une ou plusieurs Parties et relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, est soumis, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable, à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord.
- b. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, survenu entre une Partie et un Etat qui a cessé d'être Partie, ou entre l'ITSO et un Etat qui a cessé d'être Partie, et qui se produit après que l'Etat a cessé d'être Partie, est soumis à l'arbitrage, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable. Cet arbitrage a lieu conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord, si l'Etat qui a cessé d'être Partie y consent. Si un Etat cesse d'être Partie après la soumission à l'arbitrage d'un différend auquel il participait conformément au paragraphe a du présent article, la procédure arbitrale se poursuit jusqu'à sa conclusion.

- c. Tout différend d'ordre juridique découlant d'accords entre l'ITSO et une Partie, quelle qu'elle soit, est soumis aux dispositions sur le règlement des différends contenues dans lesdits accords. En l'absence de telles dispositions, ces différends, s'ils ne sont pas résolus autrement, peuvent être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord si les parties au différend y consentent.

Article XVII

Signature

- a. Le présent Accord est ouvert à la signature, à Washington du 20 août 1971, jusqu'à son entrée en vigueur ou jusqu'à l'expiration d'un délai de neuf mois selon que l'une ou l'autre période sera la première à échoir:
- i. du gouvernement de tout Etat partie à l'Accord provisoire;
 - ii. du gouvernement de tout autre Etat membre des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications.
- b. Tout gouvernement qui signe le présent Accord peut le faire sans que sa signature soit soumise à ratification, acceptation ou approbation ou en accompagnant sa signature d'une déclaration indiquant qu'elle est soumise à ratification, acceptation ou approbation.
- c. Tout Etat visé au paragraphe a du présent article peut adhérer au présent Accord après qu'il aura cessé d'être ouvert à la signature.
- d. Aucune réserve ne peut être faite au présent Accord.

Article XVIII

Entrée en vigueur

- a. Le présent Accord entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle il a été signé, sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou soixante jours après la date à laquelle l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré les deux tiers des Etats qui étaient parties à l'Accord provisoire lorsque le présent Accord a été ouvert à la signature pourvu que dans ces deux tiers soient comprises des parties à l'Accord provisoire qui détenaient alors au moins deux tiers des quotes-parts en vertu de l'Accord spécial.
- Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'Accord n'entre en vigueur en aucun cas moins de huit mois ou plus de dix-huit mois après la date à laquelle il a été ouvert à la signature.
- b. Lorsqu'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion est déposé par un Etat après la date d'entrée en vigueur de l'Accord conformément aux dispositions du paragraphe a du présent article, l'Accord entre en vigueur à l'égard de cet Etat à la date du dépôt.
- c. Dès son entrée en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe a du présent article, l'Accord peut être appliqué à titre provisoire à l'égard de tout Etat dont le gouvernement l'a signé sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il en fait la demande au moment de la signature ou ensuite à tout moment avant l'entrée en vigueur de l'Accord. L'application à titre provisoire cesse:
- i. soit lors du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Accord par le gouvernement;
 - ii. soit à l'expiration de la période de deux ans qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord, si celui-ci n'a pas été ratifié, accepté ou approuvé par le gouvernement;
 - iii. soit dès notification par le gouvernement, avant l'expiration de la période mentionnée à l'alinéa ii de ce paragraphe, de sa décision de ne pas ratifier, accepter ou approuver l'Accord.
- Si l'application à titre provisoire cesse en vertu de l'alinéa ii ou de l'alinéa iii du présent paragraphe, les dispositions du paragraphe c de l'article XIV de l'Accord régissent les droits et obligations de la Partie.
- d. Lors de son entrée en vigueur, l'Accord remplace l'Accord provisoire et y met fin.

*Article XIX**Dispositions diverses*

- a. Les langues officielles et de travail de l'ITSO sont l'anglais, l'espagnol et le français.
- b. Le règlement intérieur de l'organe exécutif doit prévoir la distribution rapide à toutes les Parties des exemplaires de tous documents de l'ITSO conformément à leurs demandes.
- c. Conformément aux dispositions de la Résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'organe exécutif adresse à titre d'information au Secrétaire général des Nations Unies et aux institutions spécialisées intéressées un rapport annuel sur les activités de l'ITSO.

*Article XX**Dépositaire*

- a. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est le Dépositaire de l'Accord, auprès duquel sont déposés les déclarations au titre du paragraphe b de l'article XVII de l'Accord, les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les demandes d'application à titre provisoire, ainsi que les notifications de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements, des décisions de retrait de l'ITSO ou des décisions de mettre fin à l'application à titre provisoire de l'Accord.
- b. Le présent Accord, dont les textes anglais, espagnol et français font également foi, sera déposé dans les archives du Dépositaire. Celui-ci transmettra des copies certifiées conformes du texte du présent Accord à tous les Gouvernements qui l'auront signé ou qui auront déposé leurs instruments d'adhésion, ainsi qu'à l'Union internationale des télécommunications, et notifiera à tous ces Gouvernements ainsi qu'à l'Union internationale des télécommunications les signatures, les déclarations au titre du paragraphe b de l'article XVII de l'Accord, le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les demandes d'application à titre provisoire, le début de la période de soixante jours visée au paragraphe a de l'article XVIII de l'Accord, l'entrée en vigueur de l'Accord, les notifications de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements, l'entrée en vigueur des amendements, les décisions de retrait de l'ITSO, les retraits, ainsi que les décisions de mettre fin à l'application à titre provisoire de l'Accord. La notification du début de la période de soixante jours est faite le premier jour de cette période.
- c. A l'entrée en vigueur du présent Accord, le Dépositaire le fait enregistrer auprès du Secrétariat des Nations Unies conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

*Article XXI**Durée*

Le présent Accord reste en vigueur pendant au moins douze ans à partir de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. L'Assemblée des Parties peut mettre fin au présent Accord à compter du douzième anniversaire de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société par un vote des Parties en application du paragraphe f de l'article IX. Une telle décision est considérée comme étant une question de fond.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires respectifs, réunis à Washington, ayant présenté leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Accord.

FAIT à Washington le 20e jour du mois d'août mil neuf cent soixante et onze.

*

ANNEXE A

Dispositions relatives au règlement des différends*Article 1*

Les seules parties à une procédure d'arbitrage engagée en application des dispositions de la présente Annexe sont celles visées à l'article XVI de l'Accord.

Article 2

Un tribunal d'arbitrage composé de trois membres, dûment institué conformément aux dispositions de la présente Annexe, est compétent pour rendre une sentence au sujet de tout différend dont il peut être saisi en vertu des dispositions de l'article XVI de l'Accord.

Article 3

- a. Soixante jours au plus tard avant la date d'ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée des Parties et de chaque session ordinaire suivante de ladite Assemblée, chaque Partie peut soumettre à l'organe exécutif les noms de deux experts juridiques au maximum qui seront disponibles, au cours de la période s'écoulant entre la fin de chaque session et la fin de la deuxième session ordinaire suivante de l'Assemblée des Parties, pour assurer la présidence de tribunaux institués en vertu de la présente Annexe ou pour y siéger. Sur la base des noms ainsi soumis, l'organe exécutif établit une liste de toutes ces personnes, y joint toute notice biographique remise par la Partie ayant soumis les noms et distribue ladite liste à toutes les Parties au plus tard trente jours avant la date d'ouverture de ladite session. Si, au cours des soixante jours précédant la date d'ouverture de la session de l'Assemblée des Parties, une personne désignée devient, pour une raison quelconque, indisponible aux fins d'être choisie pour faire partie du groupe d'experts, la Partie ayant soumis le nom de ladite personne peut, au plus tard quatorze jours avant la date d'ouverture de la session de l'Assemblée des Parties, soumettre le nom d'un autre expert juridique.
- b. Sur la base de la liste mentionnée au paragraphe a du présent article, l'Assemblée des Parties choisit onze personnes en vue de former un groupe d'experts au sein duquel sont choisis les présidents de tribunaux et choisit un suppléant de chacune de ces personnes. Les membres du groupe d'experts et les suppléants assument leurs fonctions pendant la période de temps stipulée au paragraphe a du présent article. Si un membre devient indisponible aux fins de siéger au groupe d'experts, il est remplacé par son suppléant.
- c. L'organe exécutif invite, aussitôt que possible après qu'ils ont été choisis, les membres du groupe d'experts à se réunir en vue d'élire leur président. Les membres du groupe d'experts peuvent participer aux réunions en personne ou par voie électronique. Pour toute réunion du groupe d'experts, le quorum est atteint lorsque neuf des onze membres sont présents. Le groupe d'experts désigne en son sein le président du groupe qui est élu au scrutin secret à un ou, au besoin, plusieurs tours lorsqu'il a recueilli au moins six voix. Le président du groupe ainsi désigné demeure en fonctions jusqu'au terme de son mandat de membre du groupe d'experts. Les dépenses afférentes à la réunion du groupe d'experts sont considérées comme des dépenses administratives de l'ITSO.
- d. Si un membre du groupe d'experts et son suppléant deviennent tous deux indisponibles aux fins de siéger au groupe, l'Assemblée des Parties pourvoit aux sièges vacants sur la base de la liste visée au paragraphe a du présent article. Toute personne choisie pour remplacer un membre ou un suppléant qui n'a pu achever son mandat assure les fonctions de ce dernier jusqu'à expiration du mandat de son prédécesseur. Au cas où le siège de président du groupe d'experts devient vacant, les membres dudit groupe y pourvoient par désignation de l'un d'entre eux selon la procédure décrite au paragraphe c du présent article.
- e. En choisissant les membres du groupe d'experts et les suppléants, en vertu des paragraphes b ou d du présent article, l'Assemblée des Parties s'efforce de faire en sorte que la composition du groupe d'experts puisse toujours refléter une représentation géographique adéquate ainsi que les principaux systèmes juridiques représentés parmi les Parties.

- f. Tout membre du groupe d'experts ou tout suppléant siégeant à un tribunal d'arbitrage, lors de l'expiration de son mandat, demeure en fonctions jusqu'à la conclusion de toute procédure d'arbitrage dont ledit tribunal est saisi.

Article 4

- a. Tout demandeur qui désire soumettre un différend d'ordre juridique à l'arbitrage adresse à chaque défendeur et à l'organe exécutif un dossier contenant:
- i. un exposé décrivant en détail le différend déféré à l'arbitrage, les raisons pour lesquelles chaque défendeur est requis de participer à l'arbitrage et les chefs de la demande;
 - ii. un exposé énonçant les raisons pour lesquelles l'objet du différend relève de la compétence du tribunal qui sera institué en vertu de la présente Annexe et les raisons pour lesquelles ce tribunal doit retenir les chefs de la demande s'il se prononce en faveur de la partie demanderesse;
 - iii. un exposé expliquant pourquoi la partie demanderesse n'a pu régler le différend, dans un délai raisonnable, à l'amiable ou par des moyens autres que l'arbitrage;
 - iv. la preuve du consentement des parties dans le cas de tout différend où, en vertu de l'article XVI de l'Accord, leur consentement est une condition de recours à la procédure d'arbitrage décrite à la présente Annexe;
 - v. le nom de la personne désignée par la partie demanderesse pour siéger au tribunal.
- b. L'organe exécutif distribue sans délai à chacune des Parties ainsi qu'au président du groupe d'experts un exemplaire du dossier remis en application du paragraphe a du présent article.

Article 5

- a. Dans les soixante jours qui suivent la date de réception des exemplaires du dossier visé au paragraphe a de l'article 4 de la présente Annexe par tous les défendeurs, la partie défenderesse désigne une personne pour siéger au tribunal. Dans le même délai, les défendeurs peuvent, conjointement ou individuellement, fournir à chaque partie et à l'organe exécutif un document contenant leur réponse aux exposés visés au paragraphe a de l'article 4, et comprenant toute demande reconventionnelle découlant de l'objet du différend. L'organe exécutif fournit sans délai au président du groupe d'experts un exemplaire dudit document.
- b. Au cas où la partie défenderesse n'a pas procédé à cette désignation au cours du délai accordé, le président du groupe d'experts désigne un expert parmi ceux dont les noms ont été soumis à l'organe exécutif conformément au paragraphe a de l'article 3 de la présente Annexe.
- c. Dans les trente jours qui suivent leur désignation, les deux membres du tribunal s'entendent pour choisir, parmi les membres du groupe d'experts constitué conformément à l'article 3 de la présente Annexe, une troisième personne qui assume les fonctions de président du tribunal. A défaut d'entente dans ce délai, l'un ou l'autre des deux membres désignés peut saisir le président du groupe d'experts lequel, dans un délai de dix jours, désigne un membre du groupe d'experts, autre que lui-même, pour assumer les fonctions de président du tribunal.
- d. Le tribunal est constitué dès la nomination de son président.

Article 6

- a. Lorsqu'il se produit une vacance au sein du tribunal pour des raisons que le président ou les membres du tribunal restés en fonctions estiment indépendantes de la volonté des parties ou compatibles avec le bon déroulement de la procédure d'arbitrage, le siège vacant est pourvu conformément aux dispositions suivantes:
- i. si la vacance résulte du retrait d'un membre nommé par une partie au différend, celle-ci choisit un remplaçant dans les dix jours qui suivent la vacance;
 - ii. si la vacance résulte du retrait du président du tribunal ou d'un autre membre du tribunal nommé par le président du groupe d'experts, un remplaçant est choisi parmi les membres du groupe selon les modalités prévues respectivement aux paragraphes c ou b de l'article 5 de la présente Annexe.

- b. Si une vacance se produit au sein du tribunal pour toute raison autre que celles prévues au paragraphe a du présent article ou s'il n'est pas pourvu à un siège devenu vacant dans les conditions prévues audit paragraphe, les membres du tribunal restés en fonctions peuvent, à la demande de l'une des parties, continuer la procédure et rendre la sentence du tribunal, nonobstant les dispositions de l'article 2 de la présente Annexe.

Article 7

- a. Le tribunal décide de la date et du lieu de ses séances.
- b. Les débats ont lieu à huis clos et tout ce qui est présenté au tribunal est confidentiel. Toutefois, peuvent assister aux débats et avoir communication de tous documents et pièces présentés l'ITSO et les Parties qui sont parties au différend. Lorsque l'ITSO est partie à la procédure, toutes les Parties peuvent y assister et avoir communication de tout ce qui a été présenté.
- c. En cas de controverse au sujet de la compétence du tribunal, le tribunal examine cette question en priorité et rend sa décision le plus tôt possible.
- d. La procédure a lieu par écrit et chaque partie est habilitée à présenter des preuves écrites à l'appui de son argumentation en fait et en droit. Toutefois, si le tribunal le juge opportun, des arguments peuvent être présentés verbalement et des témoins entendus.
- e. La procédure commence par la présentation du mémoire de la partie demanderesse contenant ses arguments, les faits qui s'y rapportent avec preuves à l'appui et les principes juridiques invoqués. Le mémoire de la partie demanderesse est suivi du contre-mémoire de la partie défenderesse. La partie demanderesse peut présenter une réplique au contre-mémoire de la partie défenderesse. Des plaidoiries additionnelles ne sont présentées que si le tribunal l'estime nécessaire.
- f. Le tribunal peut connaître des demandes reconventionnelles découlant directement de l'objet du différend et statuer sur de telles demandes, à condition qu'elles relèvent de sa compétence telle que définie à l'article XVI de l'Accord.
- g. Si, au cours de la procédure, les parties parviennent à un accord, le tribunal consigne celui-ci sous forme d'une sentence rendue avec le consentement des parties.
- h. A tout moment de la procédure, le tribunal peut clore celle-ci s'il décide que le différend dépasse les limites de sa compétence telle que définie à l'article XVI de l'Accord.
- i. Les délibérations du tribunal sont secrètes.
- j. La sentence et les décisions du tribunal sont rendues et motivées par écrit. Elles doivent être approuvées par au moins deux membres du tribunal. Un membre en désaccord avec la sentence rendue peut présenter séparément son opinion par écrit.
- k. Le tribunal communique sa sentence à l'organe exécutif qui la distribue à toutes les Parties.
- l. Le tribunal peut adopter les règles de procédure complémentaires nécessaires au déroulement de l'arbitrage et compatibles avec celles qui sont établies par la présente Annexe.

Article 8

Si une partie n'agit pas, l'autre partie peut demander au tribunal de rendre une sentence en sa faveur. Avant de rendre sa sentence, le tribunal s'assure que l'affaire relève de sa compétence et qu'elle est fondée en fait et en droit.

Article 9

Toute Partie non partie à un différend, ou l'ITSO, si elle estime avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, peut demander au tribunal l'autorisation d'intervenir et de devenir partie additionnelle à l'affaire. Le tribunal fait droit à cette demande s'il estime que le requérant a un intérêt appréciable au règlement de ladite affaire.

Article 10

Le tribunal peut, soit à la demande d'une partie, soit de sa propre initiative, nommer les experts dont il estime l'assistance nécessaire.

Article 11

Chaque Partie et l'ITSO fournissent tous les renseignements que le tribunal, soit à la demande d'une partie au différend, soit de sa propre initiative, juge nécessaires au déroulement de la procédure et au règlement du différend.

Article 12

Avant de rendre sa sentence, le tribunal peut, au cours de l'examen de l'affaire, indiquer toutes mesures conservatoires qu'il juge susceptibles de protéger les droits respectifs des parties au différend.

Article 13

- a. La sentence du tribunal est fondée sur:
 - i. le présent Accord;
 - ii. les principes juridiques généralement acceptés.
- b. La sentence du tribunal, y compris tout règlement à l'amiable entre les parties visé au paragraphe g de l'article 7 de la présente Annexe, est obligatoire pour toutes les parties, qui doivent s'y conformer de bonne foi. Lorsque l'ITSO est partie à un différend et que le tribunal juge qu'une décision prise par l'un de ses organes est nulle et non avenue parce qu'elle n'est pas autorisée par l'Accord ou parce qu'elle n'est pas conforme à ce dernier, la sentence du tribunal est obligatoire pour toutes les Parties.
- c. En cas de désaccord sur la signification ou la portée de la sentence, le tribunal qui l'a rendue l'interprète à la demande de toute partie au différend.

Article 14

A moins que le tribunal n'en décide autrement, en raison de circonstances particulières à l'affaire, les dépens du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont répartis de façon égale de part et d'autre. Lorsqu'il y a du même côté plus d'un demandeur ou plus d'un défendeur, le tribunal répartit les dépens entre les demandeurs ou les défendeurs. Lorsque l'ITSO est partie à un différend, les dépens qui lui incombent et qui sont afférents à l'arbitrage sont considérés comme une dépense administrative de l'ITSO.

*

AMENDEMENT A L'ACCORD D'EXPLOITATION

Le seul amendement porte sur l'article 23 (Entrée en vigueur) de l'Accord d'exploitation; toutes les autres dispositions demeurent inchangées:

*Article 23****Entrée en vigueur***

- a. L'Accord d'exploitation entre en vigueur à l'égard d'un Signataire à la date à laquelle l'Accord, conformément aux paragraphes a et d, ou b et d de l'article XVIII de l'Accord, entre en vigueur à l'égard de la Partie intéressée.
- b. L'Accord d'exploitation est appliqué à titre provisoire à l'égard d'un Signataire à la date à laquelle l'Accord, conformément aux paragraphes c et d de l'article XVIII de l'Accord, est appliqué à titre provisoire à l'égard de la Partie qui est Signataire ou qui a désigné ledit Signataire.
- c. L'Accord d'exploitation est éteint quand l'Accord cesse d'être en vigueur ou, si elle intervient avant, au moment de l'entrée en vigueur des amendements à l'Accord stipulant la suppression de toute référence à l'Accord d'exploitation.

Service Central des Imprimés de l'Etat

4912/01

N° 4912¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;
- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(14.5.2002)

Par dépêche du 6 novembre 2001, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a saisi le Conseil d'Etat pour avis du projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, le texte des amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, de l'amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, ainsi qu'une version coordonnée de l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites.

Déclenchée par une initiative du Congrès et du Sénat des Etats-Unis d'Amérique – qui demandaient au milieu des années '90 la mise sur un pied d'égalité d'INTELSAT avec les autres compagnies américaines exploitant des réseaux de communications par satellites, initiative reprise par la Commission européenne – la décision de la 25e Assemblée des Parties d'INTELSAT de novembre 2000 oriente l'ancienne INTELSAT vers une nouvelle structure: l'exploitation des réseaux est reprise par une société commerciale privée, appelée INTELSAT Ltd, supervisée par l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (ITSO), qui est elle-même une organisation intergouvernementale chargée de s'assurer que la nouvelle INTELSAT fournit des services publics de télécommunications internationales conformément aux principes fondamentaux de l'ITSO qui sont les suivants, d'après l'article III de l'Accord INTELSAT:

- maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
- desservir ses clients ayant des connexités vitales;
- fournir un accès non discriminatoire au système de la Société (c'est-à-dire la nouvelle INTELSAT).

La visée des nouvelles structures répond donc à des objectifs politiques comparables à ceux qui résultent du projet de loi (4786) concernant EUTELSAT. Le Conseil d'Etat se dispense de répéter les observations d'ordre général qu'il a formulées au sujet du projet de loi préqualifié, et se limite à souligner qu'elles se rapportent *mutatis mutandis* aux structures d'INTELSAT et d'ITSO.

Le Conseil d'Etat voudrait relever une autre similitude avec le projet de loi EUTELSAT. L'Accord relatif à l'ITSO prévoit dans son article XV qu'un amendement à l'Accord peut être approuvé par une majorité des deux tiers des Parties présentes à l'Assemblée. L'entrée en vigueur de pareil amendement s'effectue si les deux tiers des Etats, qui étaient Parties à la date d'approbation de l'amendement par l'Assemblée des Parties, ont procédé à la notification de la ratification ou de l'acceptation de l'amendement. Il en résulte que l'Etat luxembourgeois pourrait être contraint de participer à un système qui subirait des modifications contre sa volonté, situation qui suscite des interrogations au regard de l'article 37 de la Constitution.

Etant donné que l'Accord INTELSAT actuellement en vigueur prévoyait déjà ce mécanisme d'amendement dans son article XVII ancien et que les amendements à l'Accord ont toujours été soumis à la procédure d'approbation par le législateur national, l'approbation, par la Chambre, des présents amendements, n'empêche donc pas renonciation de sa part aux prérogatives qui lui reviennent d'après la Constitution.

Un problème pourrait cependant se poser si un amendement à l'Accord devait entrer en vigueur à l'égard du Luxembourg malgré le fait que l'Etat luxembourgeois aurait émis un vote négatif sur la proposition d'amendement. Dans pareille hypothèse, le Luxembourg serait, aux yeux du Conseil d'Etat, placé devant l'alternative ou bien de faire adopter néanmoins ledit amendement selon les règles constitutionnelles, ou bien de se retirer de l'ITSO, si les divergences de vues étaient substantielles.

L'article 2 du projet de loi sous examen se propose d'abroger la loi du 15 juin 1994 qui a elle-même approuvé le Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités d'INTELSAT. Le commentaire relatif à cet article relève que, l'ancienne INTELSAT ayant cessé d'exister, il n'y a pas lieu de faire bénéficier la nouvelle INTELSAT Ltd, société de droit privé, des privilèges, exemptions et immunités destinés initialement à une organisation intergouvernementale. Pour que la nouvelle organisation intergouvernementale, ITSO, bénéficie de privilèges, exemptions et immunités, il faudra soit négocier et ratifier un nouveau Protocole, soit procéder moyennant des mesures à prendre par les Parties au niveau national.

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat émet un avis favorable au sujet du projet de loi, dont le texte ne donne pas lieu à observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 14 mai 2002.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

4912/02

N° 4912²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;
- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES MEDIA
ET DES COMMUNICATIONS**

(4.11.2002)

La Commission se compose de: M. Laurent MOSAR, Président; M. Jean-Marie HALSDORF, Rapporteur; M. Patrick SANTER, Mme Simone BEISSEL, M. Alex BODRY, Mme Mady DELVAUX-STEHRRES, M. Robert GARCIA, M. Marcel GLESENER, M. Fernand GREISEN, M. Paul HELMINGER et M. Jean-Paul RIPPINGER, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le 5 février 2002, le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, du texte des amendements relatifs à l'organisation internationale des Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, à l'article 23 de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“ et du texte relatif à l'organisation internationale de Télécommunications par Satellites.

Dans sa réunion du 11 septembre 2002, la Commission des Média et des Communications a désigné le rapporteur en la personne de Jean-Marie Halsdorf. Au cours de la même réunion, les députés se sont penchés sur les dispositions du projet et sur l'avis du Conseil d'Etat, qui est intervenu le 14 mai 2002.

*

2. HISTORIQUE

L'histoire de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“ prend son début dans les années 60 avec les Accords du 20 août 1964 instituant un régime provisoire pour INTELSAT¹. Ces accords provisoires reposaient sur le „Communications Satellite Act“ signé par le Président Kennedy en 1962. INTELSAT revêtait le statut de consortium international qui ne pouvait agir que par l'intermédiaire d'un de ses membres, la COMSAT.

L'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, ainsi que l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“ ont été conclus à Washington le 21 mai 1971. Depuis le 20 août 1971, les accords sont ouverts à la signature dans la capitale américaine.

L'organisation intergouvernementale ainsi créée a sa propre personnalité juridique et le secteur spatial de l'organisation provisoire, une „copropriété“ des membres de cette organisation, devient la propriété d'INTELSAT. L'objectif majeur d'INTELSAT consiste dans la fourniture et dans l'exploitation d'un secteur spatial – des satellites, à l'exclusion des stations terriennes – nécessaire aux services publics de télécommunications internationales. Ce secteur spatial est mis à la disposition des services publics de télécommunications nationales et, moyennant décision de l'Assemblée des Parties à la majorité des deux tiers, à la disposition de services spécialisés de télécommunications, tels que les services de radionavigation, de recherche spatiale, de météorologie, de télédétection des ressources terrestres et des services de radio- et télédiffusion.

Par la loi du 17 décembre 1972 portant approbation de l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites „INTELSAT“ et de ses Annexes A, B, C, D et de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites „INTELSAT“ et de son annexe, faits à Washington le 20 août 1971², le Luxembourg ratifie les deux accords d'INTELSAT.

L'Entreprise des P&T était à l'époque une administration classique de l'Etat. Ce dernier adhère à la nouvelle organisation en tant que Partie et signataire. Par la participation à la station terrienne belge de Lessive, les P&T avaient l'accès au secteur spatial d'INTELSAT du côté atlantique, tandis que l'accès du côté pacifique était assuré par des stations terriennes se trouvant en Allemagne et aux Pays-Bas.

Par la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978³, le Luxembourg approuva le Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités, protocole établi conformément au paragraphe (c) de l'article XV de l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites „INTELSAT“.

Par deux lois du 10 avril 1997, le Luxembourg approuve les amendements élaborés en 1994, 1995 et 1996 et relatifs aux accords susmentionnés. Il s'agit d'une part de

a) la loi portant approbation

- de l'Amendement à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la 19e Assemblée des Parties au Venezuela, le 26 octobre 1994 et par la 20e Assemblée des Parties, à Copenhague, le 31 août 1995;
- de l'Amendement de l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“ pour mettre en oeuvre le régime à signataires multiples, adopté par la 20e Assemblée des Parties, à Copenhague, le 31 août 1995;
- de l'Amendement à l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la 25e Assemblée des Signataires, à Singapour, le 4 avril 1995⁴;

¹ International Telecommunications Satellites organisation

² Document parlementaire No 1633 session ordinaire 1972-1973

³ Document parlementaire No 3811 session ordinaire 1992-1993 et 1993-1994

⁴ Document parlementaire No 4118 session ordinaire 1995-1996 et 1996-1997

et d'autre part de

b) *la loi portant approbation*

- de l'Amendement aux articles 6, 14, 15 et 22 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté à la 26e Réunion des Signataires, qui s'est tenue à Washington, D.C., les 16 et 17 avril 1996;
- de l'Amendement corollaire à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté, par la 20e Assemblée des Parties⁵.

Dans les années 90, le milieu politique américain avait commencé à s'intéresser pour INTELSAT et ses privilèges. Le Congrès et le Sénat voulaient mettre sur un pied d'égalité INTELSAT et d'autres compagnies américaines oeuvrant en matière de communications par satellites. Du côté européen, la Commission européenne incitait les Etats membres de l'Union européenne à agir dans le même sens au sein d'INTELSAT, mais surtout d'EUTELSAT.

En novembre 2000, la 25e Assemblée des Parties d'INTELSAT décide que cette dernière devra se doter d'une structure de société privée supervisée par une organisation intergouvernementale chargée de s'assurer qu'INTELSAT privatisée respecte ses obligations de service public, en particulier la protection des clients dépendants et des connexions vitales. L'Assemblée décide que l'organisation intergouvernementale sera dénommée **l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (ITSO)**. L'accord amendé est en fait un accord portant création de cette dernière.

En application de l'article XVII de l'Accord INTELSAT, l'Assemblée approuve à l'unanimité les amendements à l'Accord INTELSAT nécessaires pour mettre en vigueur cette décision. L'Assemblée approuve en même temps l'amendement à l'Accord d'exploitation INTELSAT qui a été approuvé par la 31e Réunion des Signataires.

Parmi les 200 actionnaires issus de 145 pays, l'entreprise des P&T – ancien signataire en vertu de l'article 4, paragraphe (2) de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications – détient une participation de 0,05% dans la nouvelle société. La flotte de la compagnie comprend 21 satellites en orbites géostationnaires assurant une couverture mondiale 24 heures sur 24. 7 nouveaux satellites joindront cette flotte dans les deux ans à venir. Les services offerts couvrent toute la palette des services de communications.

L'organisme de contrôle ITSO reste une organisation intergouvernementale classique comprenant une Assemblée des Parties et un organe exécutif dirigé par un Directeur général responsable devant cette Assemblée (nouvel article VIII). L'article III de l'accord fixe les objectifs principaux de l'organisme:

„Article III

- a. *En tenant compte de l'établissement de la Société, le but principal de l'ITSO est de s'assurer, par le biais de l'Accord des Services publics, que la Société fournit sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de veiller au respect des Principes principaux.*
- b. *Les Principes fondamentaux sont les suivants:*
 - i. *maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;*
 - ii. *desservir ses clients ayant des connexités vitales;*
 - iii. *fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.*“

*

⁵ Document parlementaire No 4202 session ordinaire 1995-1996 et 1996-1997

3. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

La Haute Corporation remarque de prime abord que l'objectif des nouvelles structures s'apparente à celui relatif au projet de loi No 4786 concernant EUTELSAT. Elle relève en outre que l'Accord relatif à l'ITSO prévoit dans son article XV qu'un amendement à l'Accord peut être approuvé par une majorité des deux tiers des Parties présentes à l'Assemblée. L'entrée en vigueur de l'amendement ne s'effectue que si les deux tiers des Etats, qui étaient Parties à la date de l'approbation de l'amendement par l'Assemblée des Parties, ont procédé à la notification de la ratification ou de l'acceptation de l'amendement. L'Etat luxembourgeois pourrait donc être contraint de participer à un système qui subirait des modifications contre sa volonté. Cette situation pourrait soulever certaines questions au regard de l'article 37 de la Constitution.

Etant donné que l'Accord INTELSAT actuellement en vigueur prévoyait déjà ce mécanisme d'amendement dans son article XVII ancien et que les amendements à l'Accord ont toujours été soumis à la procédure d'approbation par le législateur national, l'approbation, par la Chambre des Députés, des présents amendements, n'empêche donc pas renonciation de sa part aux prérogatives qui lui reviennent d'après la Constitution.

La Haute Corporation estime cependant qu'un problème pourrait se poser si un amendement à l'Accord devait entrer en vigueur à l'égard du Luxembourg malgré le fait que l'Etat luxembourgeois aurait émis un vote négatif sur la proposition d'amendement. Le Conseil d'Etat estime que le Luxembourg serait placé devant l'alternative ou bien de faire adopter néanmoins ledit amendement selon les règles constitutionnelles, ou bien de se retirer de l'ITSO, si les divergences de vues s'avéraient insurmontables.

A l'exception de ces remarques, le Conseil d'Etat a émis un avis favorable au sujet du projet de loi, dont le texte ne donne pas lieu à observation.

*

4. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

Les dispositions de l'article approuvent les amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites ainsi que l'amendement apporté à l'Accord d'exploitation adopté à la même occasion par la 25e Assemblée des Parties d'INTELSAT.

L'article est sans observation.

Article 2

INTELSAT en tant qu'organisation intergouvernementale a cessé d'exister, le nom ayant été repris par la nouvelle société anonyme INTELSAT Ltd. composée pour le moment des anciens signataires de l'accord INTELSAT. Comme cette société de droit privé ne saurait bénéficier des *privileges, exemptions et immunités* accordés auparavant à l'organisation intergouvernementale du même nom, il y a lieu d'abroger la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978.

Pour accorder des *privileges, exemptions et immunités* à l'ITSO, tels que spécifiés au nouvel article XIII de l'accord, il faudra soit attendre la ratification d'un nouveau Protocole, soit prendre des mesures au niveau national.

L'article est sans observation.

*

5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

La Commission des Médias et des Communications recommande à la Chambre des Députés de voter le texte dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;
- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

Art. 1er.– Sont approuvés

- les Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000.

Art. 2.– La loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978, est abrogée.

Luxembourg, le 4 novembre 2002

Le Rapporteur,
Jean-Marie HALSDORF

Le Président,
Laurent MOSAR

Service Central des Imprimés de l'Etat

4912/03

N° 4912³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;
- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(26.11.2002)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 15 novembre 2002 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“, adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;
- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 13 novembre 2002 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 14 mai 2002;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 26 novembre 2002.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

4912

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 147**24 décembre 2002****Sommaire****ACCORD INTERNATIONAL INTELSAT****Loi du 12 décembre 2002**

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;
- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978 page 3540

Loi du 12 décembre 2002

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;
- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 13 novembre 2002 et celle du Conseil d'État du 26 novembre 2002 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Sont approuvés:

- les Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;
- l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000.

Art. 2. La loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978, est abrogée.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur,*

Lydie Polfer

Le Ministre délégué aux Communications

François Biltgen

Palais de Luxembourg, le 12 décembre 2002.
Henri

TEXTE DES AMENDEMENTS

AMENDEMENTS A L'ACCORD

relatif à l'organisation internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“

Le titre de l'Accord est amendé en supprimant „„INTELSAT““.

Préambule

Le préambule est amendé –

au paragraphe 2 en supprimant „lune“ et en insérant à la place „Lune“;

en supprimant les paragraphes 3 à 7 inclus, depuis „Prenant acte“ jusqu'à „télécommunications par satellites“, et en insérant à la place le texte suivant:

Reconnaissant que, conformément à son but initial, l'organisation internationale de télécommunications par satellites a mis en place un système mondial par satellites destiné à fournir des services de télécommunications à toutes les régions du monde, qui a contribué à la paix et à l'entente mondiales,

Tenant compte du fait que la 24^e session de l'Assemblée des Parties de l'organisation internationale de télécommunications par satellites a décidé de procéder à une restructuration et une privatisation en créant une société privée supervisée par une organisation intergouvernementale,

Constatant que, du fait de la concurrence accrue dans la fourniture de services de télécommunications, il est devenu nécessaire pour l'organisation internationale de télécommunications par satellites de transférer son système spatial à la Société définie à l'article I.d du présent Accord afin que le système spatial continue d'être exploité de façon commercialement viable,

Visant à faire en sorte que la Société respecte les Principes fondamentaux énoncés à l'article III du présent Accord et fournisse, sur une base commerciale, le secteur spatial nécessaire à des services publics de télécommunications internationales de haute qualité et de grande fiabilité,

Ayant déterminé qu'une organisation intergouvernementale de supervision, dont tout Etat membre des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications peut devenir membre, est nécessaire pour assurer que la Société respecte les Principes fondamentaux sur une base continue.

Article I

L'article I (Définitions) est amendé –

au paragraphe a en supprimant „ses annexes“ et en insérant à la place „son annexe“; en insérant „et tout amendement y afférent“ après „son annexe“ nouvellement inséré et en supprimant „INTELSAT“ après „organisation internationale de télécommunications par satellites“;

en supprimant le paragraphe b et en nommant l'ancien paragraphe h paragraphe b;

en nommant l'ancien paragraphe j paragraphe c;

en insérant les nouvelles définitions suivantes à la suite du paragraphe c, et en nommant ces paragraphes d et e:

d. le terme „Société“ désigne l'entité ou les entités privées, créées aux termes du droit d'un ou plusieurs Etats à laquelle (auxquelles) le système spatial de l'organisation internationale de télécommunications par satellites est transféré, y compris les entités leur succédant en droit;

e. les termes „sur une base commerciale“ signifient conformément à la pratique commerciale habituelle et coutumière du secteur des télécommunications;

en nommant l'ancien paragraphe f paragraphe p;

en nommant l'ancien paragraphe k paragraphe f, en supprimant „d'INTELSAT“ et en insérant à la place „de la Société“;

en supprimant le paragraphe g et en nommant l'ancien paragraphe c paragraphe g;

en insérant la nouvelle définition suivante à la suite du paragraphe g:

h. les termes „obligation de connexité vitale“ ou „LCO“ désignent l'obligation assumée par la Société, telle qu'énoncée dans le contrat LCO, de fournir des services continus de télécommunications au client LCO;

en supprimant le texte du paragraphe i et en insérant à la place le texte du paragraphe d;

en insérant les nouvelles définitions suivantes à la suite du paragraphe i, et en nommant ces paragraphes j et k:

j. les termes „Accord de services publics“ désignent l'instrument juridiquement contraignant par lequel l'ITSO s'assure que la Société respecte les Principes fondamentaux;

k. les termes „Principes fondamentaux“ désignent les principes décrits à l'article III;

en supprimant le texte du paragraphe l et en insérant à la place la nouvelle définition suivante:

les termes „patrimoine commun“ désignent les assignations de fréquences associées aux positions orbitales en cours de publication anticipée ou de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en conformité avec les dispositions du Règlement des radiocommunications de l'UIT, qui sont transférées à une ou plusieurs Parties aux termes de l'article XII;

en nommant l'ancien paragraphe m paragraphe q et en insérant, comme texte du nouveau paragraphe m, la définition suivante:

m. les termes „couverture mondiale“ désignent la couverture géographique maximum de la terre vers le parallèle le plus au nord et le parallèle le plus au sud visibles depuis des satellites déployés à des emplacements orbitaux géostationnaires;

en supprimant le texte du paragraphe n et en insérant à la place ce qui suit:

les termes „connexité mondiale“ désignent les moyens d'interconnexion offerts aux clients de la Société par l'intermédiaire de la couverture mondiale que la Société fournit pour permettre des communications au sein des cinq régions de l'Union internationale des télécommunications définies par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications qui s'est tenue à Montreux en 1965, et entre ces régions;

en ajoutant la nouvelle définition suivante après le paragraphe n et en nommant ce paragraphe o:

o. les termes „accès non discriminatoire“ désignent l'opportunité d'accès au système de la Société sur une base égale et équitable;

en ajoutant les nouvelles définitions suivantes après le paragraphe q et en nommant ces paragraphes r et s:

- r. les termes „clients LCO“ désignent tous les clients en droit de bénéficier et ayant signé des contrats LCO;
- s. le terme „administration“ désigne tout département ou service officiel responsable du respect des obligations émanant de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications, de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de ses règlements administratifs.

Article II

L'article II est amendé –

en supprimant „d'INTELSAT“ dans le titre, et en insérant „de l'ITSO“;

en supprimant tout le texte de l'article II et en insérant à la place ce qui suit:

Tenant dûment compte des principes énoncés ci-dessus dans le Préambule, les Parties créent l'organisation internationale de télécommunications par satellites, dénommée ci-après „ITSO“.

Article III

L'article III est amendé –

en lui donnant le nouveau titre suivant: „But principal et Principes fondamentaux de l'ITSO“;

en supprimant le paragraphe a;

en supprimant le „b“ du paragraphe „b“; en insérant „aux fins d'application de l'article III“ après „internationales“; en nommant l'ancien alinéa b, i paragraphe a, et en nommant l'alinéa b, ii paragraphe b; en supprimant „la Réunion des Signataires, compte tenu de l'avis exprimé par le Conseil des Gouverneurs, ait donné préalablement l'autorisation appropriée“ dans le nouveau paragraphe b, et en insérant à la place ce qui suit: „l'autorisation appropriée ait été donnée“ et en déplaçant l'ancien paragraphe b amendé et en l'insérant à l'article IV;

en supprimant tout le reste du texte de l'article III et en insérant à la place ce qui suit:

- a. En tenant compte de l'établissement de la Société, le but principal de l'ITSO est de s'assurer, par le biais de l'Accord de services publics, que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de veiller au respect des Principes fondamentaux.
- b. Les Principes fondamentaux sont les suivants:
 - i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
 - ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;
 - iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

Article IV

L'article IV est amendé –

en lui donnant le nouveau titre suivant: „Services publics de télécommunications nationales couverts“

en supprimant „INTELSAT“ et en insérant à la place „L'ITSO“ au paragraphe a;

en nommant l'ensemble du texte amendé de l'article IV (Personnalité juridique) article VI, à l'exception de l'ancien paragraphe b de l'article III, tel qu'amendé ci-dessus, qui est inséré comme nouveau texte de l'article IV.

Article V

L'article V est amendé –

en lui donnant le nouveau titre suivant: „Supervision“;

en supprimant l'ensemble du texte actuel de l'article V et en insérant à la place le texte suivant:

L'ITSO prend toutes les mesures appropriées, y compris la conclusion de l'Accord de services publics, pour superviser l'exécution par la Société des Principes fondamentaux, en particulier le principe d'accès non discriminatoire au système de la Société pour les services publics de télécommunications existants et futurs offerts par la Société lorsque la capacité de secteur spatial est disponible sur une base commerciale.

Article VI

L'article VI est amendé –

en supprimant „d'INTELSAT“ dans le titre, et en insérant à la place „de l'ITSO“;

en le nommant article VIII;

en modifiant le nouvel article VIII pour le formuler comme suit:

L'ITSO comprend les organes suivants:

- a. l'Assemblée des Parties;
- b. un organe exécutif dirigé par le Directeur général responsable devant l'Assemblée des Parties.

Article VII

L'article VII (Assemblée des Parties) est amendé –

en déplaçant le texte de l'article VII pour le mettre à l'article IX;

en donnant à l'article VII le nouveau titre suivant: „Principes financiers“;

en insérant le nouveau texte suivant à l'article VII:

- a. L'ITSO sera financée pour la période de douze ans établie à l'article XXI, grâce à certains actifs financiers qu'elle conservera au moment du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société.
- b. Dans le cas où l'ITSO continue d'exister au-delà de douze ans, l'ITSO obtient un financement par le biais de l'Accord de services publics.

Article VIII

L'article VIII (Réunion des Signataires) est amendé –

en supprimant le titre et la totalité du texte de l'ancien article VIII et en insérant à la place le texte et le titre amendés de l'article VI, tel qu'amendé ci-dessus, et nommé article VIII.

Article IX

L'article IX est amendé –

en supprimant la totalité du texte de l'ancien article IX;

en donnant à l'article IX le nouveau titre suivant: „Assemblée des Parties“;

en modifiant le texte de l'ancien article VII (Assemblée des Parties), nommé ci-dessus article IX, comme suit:

en supprimant „INTELSAT“ et en insérant à la place „ITSO“ au paragraphe a;

en supprimant les paragraphes b à e compris, et en insérant à la place ce qui suit:

- b. L'Assemblée des Parties prend en considération la politique générale et les objectifs à long terme de l'ITSO.
- c. L'Assemblée des Parties prend en considération les questions qui intéressent particulièrement les Parties en tant qu'Etats souverains, notamment elle assure que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de:
 - i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
 - ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;
 - iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

d. L'Assemblée des Parties a les fonctions et pouvoirs suivants:

- i. elle donne les instructions qu'elle juge appropriées à l'organe exécutif de l'ITSO en particulier en ce qui concerne l'examen par celui-ci des activités de la Société qui sont directement liées aux Principes fondamentaux;
- ii. elle examine et prend les décisions relatives aux propositions d'amendements de l'Accord conformément à l'article XV du présent Accord;
- iii. elle nomme et démet de ses fonctions le Directeur général conformément à l'article X;
- iv. elle examine les rapports remis par le Directeur général qui ont trait au respect par la Société des Principes fondamentaux et prend des décisions sur ces rapports;
- v. elle examine et, à sa discrétion, prend des décisions sur les recommandations du Directeur général;
- vi. elle adopte, en vertu des dispositions du paragraphe b de l'article XIV de l'Accord, les décisions concernant le retrait d'une Partie de l'ITSO;
- vii. elle adopte les décisions concernant les questions relatives aux relations officielles entre l'ITSO et les Etats, qu'ils soient ou non Parties, ou les organisations internationales;
- viii. elle examine les réclamations qui lui sont soumises par les Parties;
- ix. elle examine les questions relatives au patrimoine commun des Parties;
- x. elle adopte les décisions relatives à l'autorisation mentionnée au b de l'article IV de l'Accord;
- xi. elle examine et approuve le budget de l'ITSO pour toute période décidée par l'Assemblée des Parties;
- xii. elle prend toute décision nécessaire pour ce qui est des dépenses imprévues pouvant sortir du budget approuvé;
- xiii. elle nomme un commissaire aux comptes pour examiner les dépenses et les comptes de l'ITSO;
- xiv. elle choisit les experts juridiques mentionnés à l'article 3 de l'Annexe A de l'Accord;
- xv. elle détermine les conditions dans lesquelles le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics;
- xvi. elle décide des amendements qu'il est proposé d'apporter à l'Accord de services publics;
- xvii. elle exerce toute autre fonction relevant de sa compétence au titre de tout autre article de l'Accord.

e. L'Assemblée des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans, en commençant au plus tard douze mois après le transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. En plus des sessions ordinaires, l'Assemblée des Parties peut tenir des sessions extraordinaires convoquées à la demande de l'organe exécutif en vertu des dispositions du paragraphe k de l'article X, ou sur demande écrite d'une ou plusieurs Parties adressée au Directeur général précisant l'objet de la réunion sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Parties, y compris celles qui ont présenté la demande. L'Assemblée des Parties définit les conditions dans lesquelles le Directeur général peut convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.

en supprimant „Chaque Partie dispose d'une voix“ au paragraphe f;

en ajoutant ce qui suit à la fin du paragraphe f:

Les Parties ont la possibilité de voter par procuration ou par d'autres moyens jugés appropriés par l'Assemblée des Parties et reçoivent les informations nécessaires suffisamment longtemps avant la session de l'Assemblée des Parties.

en nommant l'ancien paragraphe g paragraphe h et en insérant ce qui suit après „membres du bureau“:

„ainsi que des dispositions concernant la participation et le vote“

en insérant le nouveau paragraphe g suivant:

g. Pour toute session de l'Assemblée des Parties, chaque Partie dispose d'une voix.

en nommant l'ancien paragraphe h paragraphe i et en supprimant „d'INTELSAT“ et tous les mots suivants jusqu'à la fin de la phrase, et en insérant à la place „de l'ITSO“.

Article X

L'article X est amendé –

en donnant à l'article X le nouveau titre suivant: „Directeur général“ et en supprimant la totalité du texte de l'article X et en insérant à la place ce qui suit:

- a. L'organe exécutif est dirigé par le Directeur général qui est directement responsable devant l'Assemblée des Parties.
- b. Le Directeur général:
 - i. est le fonctionnaire de rang le plus élevé du personnel et le représentant légal de l'ITSO; il est responsable de l'exécution de toutes les fonctions de gestion, y compris l'exercice des droits aux termes de contrats;
 - ii. agit conformément aux directives et aux instructions de l'Assemblée des Parties;
 - iii. est nommé par l'Assemblée des Parties pour un mandat de quatre ans ou toute autre période décidée par l'Assemblée des Parties. Il peut être relevé de ses fonctions par décision motivée de l'Assemblée des Parties. Aucun Directeur général n'est nommé pour plus de huit ans.
- c. Les considérations principales qui doivent entrer en ligne de compte pour la nomination du Directeur général et le recrutement des autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent être de nature à assurer les normes les plus élevées d'intégrité, de compétence et d'efficacité, en tenant compte des avantages que pourraient présenter un recrutement et un déploiement sur une base régionale et géographiquement diversifiée. Le Directeur général et les autres membres du personnel de l'organe exécutif s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs responsabilités envers l'ITSO.
- d. Le Directeur général, sous réserve des orientations et instructions de l'Assemblée des Parties, détermine la structure, les niveaux d'effectifs et les modalités type d'emploi des dirigeants et employés et nomme le personnel de l'organe exécutif. Le Directeur général peut choisir des experts-conseils et autres conseillers de l'organe exécutif.
- e. Le Directeur général supervise le respect par la Société des Principes fondamentaux.
- f. Le Directeur général:
 - i. surveille le respect par la Société du Principe fondamental consistant à desservir les clients LCO en respectant les contrats LCO;
 - ii. examine les décisions prises par la Société pour ce qui est des demandes d'admissibilité à conclure un contrat LCO;
 - iii. aide les clients LCO à résoudre leurs différends avec la Société en fournissant des services de conciliation;
 - iv. dans le cas où un client LCO décide d'engager une procédure d'arbitrage contre la Société, donne des conseils sur le choix des experts-conseils et des arbitres.
- g. Le Directeur général rend compte aux Parties des questions auxquelles il est fait référence aux paragraphes d à f.
- h. En application des modalités qui seront établies par l'Assemblée des Parties, le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics.
- i. Le Directeur général traite avec la Société conformément à l'Accord de services publics.
- j. Le Directeur général, au nom de l'ITSO, examine toutes les questions afférentes au patrimoine commun des Parties et communique les vues des Parties à (aux) l'Administration(s) notificatrice(s).
- k. Lorsque le Directeur général estime que le fait qu'une Partie n'ait pas pris de mesure aux termes du paragraphe c de l'article XI a porté atteinte à la capacité de la Société à respecter les Principes fondamentaux, le Directeur général contacte ladite Partie en vue de trouver une solution à cette situation et peut, conformément aux conditions définies par l'Assemblée des Parties et stipulées au paragraphe e de l'article IX, convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.
- l. L'Assemblée des Parties désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer les fonctions de Directeur général par intérim lorsque le Directeur général est absent, empêché de

remplir ses fonctions ou lorsque son poste devient vacant. Le Directeur général par intérim détient les compétences attribuées au Directeur général en vertu du présent Accord. En cas de vacance, le Directeur général par intérim assume ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Directeur général nommé et confirmé, dans les meilleurs délais, conformément à l'alinéa iii du paragraphe b du présent article.

Article XI

L'article XI est amendé –

en donnant à l'article XI le nouveau titre suivant: „Droits et obligations des Parties“;

en supprimant la totalité du texte de l'article XI et en insérant à la place le texte de l'article XIV en l'amendant comme suit:

au paragraphe a, en supprimant „et les Signataires“ et en insérant „, les Principes fondamentaux visés à l'article III“ après „Préambule“;

au paragraphe b, en supprimant „et tous les Signataires doivent être autorisés“ et en insérant à la place „sont autorisés“; en supprimant „ils sont en droit d'être représentés“ et en insérant à la place „elles sont en droit d'être représentées“; en supprimant „et de l'Accord d'exploitation“; en supprimant le mot „INTELSAT“ les deux fois où il apparaît et en insérant „l'ITSO“; en supprimant „ou le Signataire“ après le mot „Partie“ et en supprimant „et de tous les Signataires“;

en supprimant les paragraphes c à g compris et en insérant à la place le nouveau paragraphe c suivant:

- c. Les Parties prennent, de façon transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence, aux termes de la procédure nationale applicable et des accords internationaux pertinents auxquels elles sont parties, les mesures requises pour que la Société puisse respecter les Principes fondamentaux.

Article XII

L'article XII est amendé –

en lui donnant le nouveau titre suivant: „Assignations de fréquences“;

en supprimant la totalité de son texte et en insérant à la place le nouveau texte suivant:

- a. Les Parties de l'ITSO conservent les positions orbitales et les assignations de fréquences en cours de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'UIT en vertu des dispositions du Règlement des radiocommunications de l'UIT, jusqu'à ce que l'(les) Administration(s) notificatrice(s) choisie(s) ai(en)t notifié le Dépositaire qu'elle(s) a (ont) approuvé, accepté ou ratifié le présent Accord. Les Parties choisissent parmi les membres de l'ITSO une Partie chargée de représenter toutes les Parties membres de l'ITSO auprès de l'UIT au cours de la période pendant laquelle les Parties de l'ITSO conservent ces assignations.
- b. Lorsque la Partie, choisie aux termes du paragraphe a pour représenter l'ensemble des Parties au cours de la période pendant laquelle l'ITSO conserve les assignations, reçoit la notification par le Dépositaire de l'approbation, l'acceptation ou la ratification du présent Accord par une Partie choisie par l'Assemblée des Parties en qualité d'Administration notificatrice pour la Société, elle transfère lesdites assignations à l'(aux) Administration(s) notificatrice(s) choisie(s).
- c. Toute Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice de la Société, en vertu de la procédure nationale applicable:
- i. autorise l'utilisation de ladite assignation de fréquences par la Société de manière à permettre le respect des Principes fondamentaux;
 - ii. dans le cas où ladite utilisation n'est plus autorisée ou si la Société n'a plus besoin de ladite (desdites) assignation(s) de fréquence(s), annule ladite assignation de fréquences aux termes des procédures de l'UIT.
- d. Nonobstant toute autre disposition du présent Accord, si une Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice pour la Société cesse d'être membre de l'ITSO aux termes de l'article XIV, ladite Partie est liée par toutes les dispositions pertinentes du présent Accord et du Règlement des radiocommunications de l'UIT et y est soumise jusqu'à ce que les assignations de fréquences soient transférées à une autre Partie en conformité avec les procédures de l'UIT.

- e. Chaque Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice en vertu du paragraphe c:
- i. fait rapport, au moins sur une base annuelle, au Directeur général, sur le traitement accordé par ladite Administration notificatrice à la Société, en prêtant une attention particulière au respect par ladite Partie de ses obligations au titre de l'article XI, c;
 - ii. demande l'opinion du Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des mesures requises pour mettre en oeuvre le respect par la Société des Principes fondamentaux;
 - iii. travaille avec le Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des activités potentielles de l'(des) Administration(s) notificatrice(s) afin d'élargir l'accès aux pays dépendants;
 - iv. notifie et consulte le Directeur général au sujet des coordinations de système satellitaire auprès de l'UIT qui sont entreprises au nom de la Société pour assurer le maintien de la connexité mondiale et du service aux usagers dépendants;
 - v. mène des consultations avec l'UIT au sujet des besoins des usagers dépendants en matière de télécommunications par satellite.

Article XIII

L'article XIII est amendé –

en supprimant le titre et le texte de l'article XIII;

en nommant l'ancien article XV article XIII;

en donnant à l'article XIII le nouveau titre suivant: „Siège de l'ITSO, privilèges, exemptions et immunités“;

en amendant le texte de l'ancien article XV, nommé article XIII, comme suit:

au paragraphe a, en supprimant „d'INTELSAT“ et en insérant „de l'ITSO“ et en supprimant le point à la fin du paragraphe et en insérant ce qui suit: „, D.C., à moins que l'Assemblée des Parties n'en décide autrement.“;

au paragraphe b, en supprimant „et de tous droits de douane sur les satellites de télécommunications ainsi que sur les éléments et les pièces desdits satellites qui doivent être lancés en vue de leur utilisation dans le système mondial“; en supprimant „INTELSAT“ et en insérant à la place „l'ITSO“ et en supprimant „d'INTELSAT“ et en insérant à la place „de l'ITSO“;

au paragraphe c, en supprimant „d'INTELSAT“ les trois fois où il apparaît et en insérant à la place „de l'ITSO“; en supprimant „à INTELSAT“ et en insérant à la place „à l'ITSO“; en supprimant „hauts fonctionnaires“ et en insérant à la place „dirigeants“; en supprimant à la fin de la première phrase „, aux Signataires et aux représentants de Signataires ainsi qu'aux personnes participant aux procédures d'arbitrage“; en supprimant „doit, dès que possible, conclure“ et en insérant à la place „conclut, dès que possible“; en supprimant „avec INTELSAT“ et en insérant à la place „avec l'ITSO“; en supprimant la phrase „Ledit Accord comportera une disposition exonérant de tout impôt national sur le revenu les sommes versées par INTELSAT, dans le territoire de ladite Partie, aux Signataires, agissant en cette qualité, à l'exception du Signataire désigné par la Partie sur le territoire de laquelle le siège est situé.“ et en supprimant „doivent également, dès que possible, conclure“ et en insérant à la place „concluent, dès que possible“.

Article XVI

L'article XVI (Retrait) est nommé article XIV et amendé pour le formuler comme suit:

- a. i. Toute Partie peut se retirer volontairement de l'ITSO. La Partie qui se retire notifie par écrit sa décision au Dépositaire.
- ii. La notification de la décision de retrait d'une Partie en vertu des dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe est transmise par le Dépositaire à toutes les Parties et à l'organe exécutif.
- iii. Sous réserve des dispositions du paragraphe d de l'article XII, le retrait volontaire, notifié conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, prend effet, et le présent Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie qui se retire, trois mois après la date de réception de la notification.
- b. i. Si une Partie paraît avoir manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord, l'Assemblée des Parties, après avoir reçu une notification à cet effet ou agissant de sa

propre initiative et après avoir examiné toute observation présentée par ladite Partie, peut décider, si elle constate qu'il y a eu manquement à une obligation, que la Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO. À partir de la date d'une telle décision, l'Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

- ii. Si l'Assemblée des Parties décide qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, l'organe exécutif en avise le Dépositaire, lequel transmet la notification à toutes les Parties.
- c. Dès la réception par le Dépositaire ou l'organe exécutif, selon le cas, de la notification d'une décision de retrait conformément aux dispositions de l'alinéa i du paragraphe a du présent article, la Partie qui la notifie cesse d'avoir tout droit de représentation et de vote au sein de l'Assemblée des Parties, quels qu'ils soient, et elle n'assume aucune obligation ou responsabilité après la réception de la notification.
- d. Si l'Assemblée des Parties décide, conformément au paragraphe b du présent article, qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO, la Partie n'assume aucune obligation ou responsabilité après ladite décision.
- e. Aucune Partie n'est tenue de se retirer de l'ITSO en conséquence directe de toute modification du statut de cette Partie vis-à-vis des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications.

Article XVII

L'ancien article XVII (Amendements) est nommé article XV et le nouvel article XV est amendé – au paragraphe a, en supprimant à la fin „et à tous les Signataires“; au paragraphe b, en supprimant „VII“ et en insérant à la place „IX“ et en supprimant la dernière phrase; au paragraphe c, en supprimant le chiffre „VII“ et en insérant à la place „IX“; en modifiant le paragraphe d pour le formuler comme suit:

- d. Un amendement approuvé par l'Assemblée des Parties entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe e du présent article après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation, d'acceptation ou de ratification de l'amendement par les deux tiers des Etats qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties. en supprimant „d'INTELSAT“ au paragraphe e et en insérant à la place „de l'ITSO“.

Article XVIII

L'ancien article XVIII (Règlement des différends) est nommé article XVI et le nouvel article XVI est amendé pour être formulé comme suit:

- a. Tout différend d'ordre juridique entre des Parties ou entre l'ITSO et une ou plusieurs Parties et relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, est soumis, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable, à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord.
- b. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, survenu entre une Partie et un Etat qui a cessé d'être Partie, ou entre l'ITSO et un Etat qui a cessé d'être Partie, et qui se produit après que l'Etat a cessé d'être Partie, est soumis à l'arbitrage, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable. Cet arbitrage a lieu conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord, si l'Etat qui a cessé d'être Partie y consent. Si un Etat cesse d'être Partie après la soumission à l'arbitrage d'un différend auquel il participait conformément au paragraphe a du présent article, la procédure arbitrale se poursuit jusqu'à sa conclusion.
- c. Tout différend d'ordre juridique découlant d'accords entre l'ITSO et une Partie, quelle qu'elle soit, est soumis aux dispositions sur le règlement des différends contenues dans lesdits accords. En l'absence de telles dispositions, ces différends, s'ils ne sont pas résolus autrement, peuvent être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord si les parties au différend y consentent.

Article XIX

L'ancien article XIX (Signature) est nommé article XVII et le nouvel article XVII est amendé – en ajoutant „des Nations Unies ou“ à l'alinéa a, ii après „Etat membre“.

Article XX

L'ancien article XX (Entrée en vigueur) est nommé article XVIII et le nouvel article XVIII est amendé –

en modifiant le paragraphe a pour le formuler comme suit:

- a. Le présent Accord entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle il a été signé, sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou soixante jours, après la date à laquelle l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré les deux tiers des Etats qui étaient parties à l'Accord provisoire lorsque le présent Accord a été ouvert à la signature pourvu que dans ces deux tiers soient comprises des parties à l'Accord provisoire qui détenaient alors au moins deux tiers des quotes-parts en vertu de l'Accord spécial.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'Accord n'entre en vigueur en aucun cas moins de huit mois ou plus de dix-huit mois après la date à laquelle il a été ouvert à la signature.

en modifiant la dernière phrase du paragraphe c pour la formuler comme suit:

Si l'application à titre provisoire cesse en vertu de l'alinéa ii ou de l'alinéa iii du présent paragraphe, les dispositions du paragraphe c de l'article XIV de l'Accord régissent les droits et obligations de la Partie.

en supprimant le paragraphe d et en dénommant l'ancien paragraphe e paragraphe d.

Article XXI

L'ancien article XXI (Dispositions diverses) est nommé article XIX et le nouvel article XIX est amendé –

en supprimant toutes les occurrences des termes „d'INTELSAT“ et en insérant à la place „de l'ITSO“;

en supprimant „et à tous les Signataires“ au paragraphe b.

Article XXII

L'article XXII (Dépositaire) est nommé article XX et le nouvel article XX est amendé –

en supprimant toutes les occurrences des termes „d'INTELSAT“ et en insérant à la place „de l'ITSO“;

en remplaçant „XIX“ du paragraphe a par „XVII“;

en remplaçant „XIX“ du paragraphe b par „XVIII“, et „XX“ par „XIX“;

en supprimant „Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, le Dépositaire fait enregistrer celui-ci“ et en insérant à la place „A l'entrée en vigueur du présent Accord, le Dépositaire le fait enregistrer“;

en déplaçant la totalité du texte après „Charte des Nations Unies.“ du paragraphe c et en l'insérant immédiatement à la suite du dernier article de l'Accord amendé.

Nouvel article

A la suite du nouvel article XX, insérer le nouvel article XXI suivant, intitulé „Durée“, formulé comme suit:

Le présent Accord reste en vigueur pendant au moins douze ans à partir de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. L'Assemblée des Parties peut mettre fin au présent Accord à compter du douzième anniversaire de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société par un vote des Parties en application du paragraphe f de l'article IX. Une telle décision est considérée comme étant une question de fond.

Instructions générales applicables à tous les articles

Les articles amendés sont reclassés par ordre numérique, et les paragraphes de chaque article amendé sont reclassés par ordre alphabétique.

ANNEXE A

L'Annexe A est supprimée dans son intégralité.

ANNEXE B

L'Annexe B est supprimée dans son intégralité.

ANNEXE C

L'Annexe C est amendée comme suit –

en nommant l'Annexe C „Annexe A“;

à l'article 1, en supprimant „XVIII“ et en insérant à la place „XVI“ et en supprimant „et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci“;

à l'article 2, en supprimant „XVIII“ et en insérant à la place „XVI“ et en supprimant „et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci“;

à l'article 3, paragraphe a, en supprimant „ultérieure“ et en insérant à la place „suivante“, et en insérant „deuxième“ après „entre la fin de chaque session et la fin de la“;

à l'article 3, paragraphe c, en insérant la nouvelle phrase suivante à la fin de la première phrase: „Les membres du groupe d'experts peuvent participer aux réunions en personne ou par voie électronique.“ et en supprimant, à la fin du paragraphe c, „d'INTELSAT aux fins d'application de l'article 8 de l'Accord“ et en insérant à la place „de l'ITSO“;

à l'article 3, paragraphe d, en supprimant la deuxième phrase;

à l'article 3, paragraphe e, en supprimant „paragraphe“ et en insérant à la place „paragrapes“ et en supprimant „ou le Conseil des Gouverneurs s'efforcent“ et en insérant à la place „s'efforce“;

à l'article 3, paragraphe g, en supprimant la désignation „g.“ et le texte du paragraphe g;

à l'article 4, alinéa a, iv, en supprimant „XVIII“ et en insérant à la place „XVI“ et en supprimant „ou de l'article 20 de l'Accord d'exploitation“;

à l'article 4, paragraphe b, en supprimant „et à chacun des Signataires“;

à l'article 5, paragraphe a, en insérant „de la présente Annexe“ à la suite de „l'article 4“;

à l'article 5, paragraphe c, en insérant „ou l'autre“ à la suite de „A défaut d'entente dans ce délai, l'un“;

à l'article 6, alinéa a, i, en insérant „au différend“ à la suite de „partie“;

à l'article 7, paragraphe b, en supprimant „INTELSAT“ et en insérant à la place „l'ITSO“; en supprimant „, les Parties dont les Signataires qu'elles ont désignés et les Signataires dont les Parties qui les ont désignés“ et en insérant à la place „et les Parties qui“; en supprimant „lorsqu'INTELSAT“ et en insérant à la place „lorsque l'ITSO“ et en supprimant „et tous les Signataires“;

à l'article 7, paragraphe f, en supprimant „XVIII“ et en insérant à la place „XVI“ et en supprimant „et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci“;

à l'article 7, paragraphe h, en supprimant „XVIII“ et en insérant à la place „XVI“ et en supprimant „et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci“;

à l'article 7, paragraphe k, en supprimant „et à tous les Signataires“;

à l'article 9, en supprimant la désignation „a.“ et le texte du paragraphe a; en supprimant la désignation „b.“ et en supprimant „Dans le cas où toute autre Partie, tout Signataire ou INTELSAT estiment avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, ils peuvent“ et en insérant à la place „Toute Partie non partie à un différend, ou l'ITSO, si elle estime avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, peut“;

à l'article 11, en supprimant „, chaque Signataire et INTELSAT“ et en insérant à la place „et l'ITSO“;

à l'article 13 à l'alinéa a, i, en supprimant „et l'Accord d'exploitation“; au paragraphe b, en supprimant „Lorsqu'INTELSAT“ et en insérant à la place „Lorsque l'ITSO“; en supprimant „autorisée ni par l'Accord, ni par l'Accord d'exploitation“ et en insérant à la place „pas autorisée par l'Accord“; en supprimant „ces derniers“ et en insérant à la place „ce dernier“ et en supprimant „et tous les Signataires“ après „Parties“ au paragraphe b;

à l'article 14, en supprimant „Lorsqu'INTELSAT“ et en insérant à la place „Lorsque l'ITSO“; en supprimant „d'INTELSAT“ et en insérant à la place „de l'ITSO“ et en supprimant „aux fins de l'article 8 de l'Accord d'exploitation“.

ANNEXE D

L'Annexe D est supprimée dans son intégralité.

*

AMENDEMENT A L'ARTICLE 23 DE L'ACCORD D'EXPLOITATION relatif à l'organisation internationale de Télécommunications par Satellites „INTELSAT“

L'article 23 (Entrée en vigueur) de l'Accord d'exploitation est amendé –
en supprimant „XX“ aux paragraphes a et b et en insérant à la place „XVIII“;
en supprimant „reste en vigueur aussi longtemps que l'Accord“ au paragraphe c et en insérant à la place „est éteint quand l'Accord cesse d'être en vigueur ou, si elle intervient avant, au moment de l'entrée en vigueur des amendements à l'Accord stipulant la suppression de toute référence à l'Accord d'exploitation“.

*

ACCORD relatif à l'organisation internationale de Télécommunications par Satellites tel qu'amendé

Préambule

LES ETATS PARTIES AU PRESENT ACCORD,

Considérant le principe énoncé dans la Résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies selon lequel les nations du monde doivent pouvoir dès que possible communiquer au moyen de satellites sur une base mondiale et non discriminatoire,

Considérant les dispositions pertinentes du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes et, en particulier, l'article I qui affirme que l'espace extra-atmosphérique doit être utilisé pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays,

Reconnaissant que, conformément à son but initial, l'organisation internationale de télécommunications par satellites a mis en place un système mondial par satellites destiné à fournir des services de télécommunications à toutes les régions du monde, qui a contribué à la paix et à l'entente mondiales,

Tenant compte du fait que la 24e session de l'Assemblée des Parties de l'organisation internationale de télécommunications par satellites a décidé de procéder à une restructuration et une privatisation en créant une société privée supervisée par une organisation intergouvernementale,

Constatant que, du fait de la concurrence accrue dans la fourniture de services de télécommunications, il est devenu nécessaire pour l'organisation internationale de télécommunications par satellites de transférer son système spatial à la Société définie à l'article I, d du présent Accord afin que le système spatial continue d'être exploité de façon commercialement viable,

Visant à faire en sorte que la Société respecte les Principes fondamentaux énoncés à l'article III du présent Accord et fournisse, sur une base commerciale, le secteur spatial nécessaire à des services publics de télécommunications internationales de haute qualité et de grande fiabilité,

Ayant déterminé qu'une organisation intergouvernementale de supervision, dont tout Etat membre des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications peut devenir membre, est nécessaire pour assurer que la Société respecte les Principes fondamentaux sur une base continue,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article I

Définitions

Aux fins du présent Accord:

- a. le terme „Accord“ désigne le présent accord, y compris son annexe et tout amendement y afférent, mais à l'exclusion des titres des articles, ouvert à la signature des Gouvernements le 20 août 1971, à Washington, et établissant l'organisation internationale de télécommunications par satellites;
- b. les termes „secteur spatial“ désignent les satellites de télécommunications ainsi que les installations de poursuite, de télémesure, de télécommande, de contrôle, de surveillance et les autres équipements associés, nécessaires au fonctionnement de ces satellites;
- c. le terme „télécommunication“ désigne toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques;
- d. le terme „Société“ désigne l'entité ou les entités privées, créées aux termes du droit d'un ou plusieurs Etats à laquelle (auxquelles) le système spatial de l'organisation internationale de télécommunications par satellites est transféré, y compris les entités leur succédant en droit;
- e. les termes „sur une base commerciale“ signifient conformément à la pratique commerciale habituelle et coutumière du secteur des télécommunications;
- f. les termes „services publics de télécommunications“ désignent les services de télécommunications fixes ou mobiles qui peuvent être assurés par satellites et qui sont accessibles aux fins d'utilisation par le public tels que le téléphone, le télégraphe, le télex, la transmission de fac-similés, la transmission de données, la transmission de programmes de radiodiffusion et de télévision entre des stations terriennes approuvées ayant accès au secteur spatial de la Société en vue d'une transmission ultérieure au public, ainsi que les circuits loués pour l'une quelconque des utilisations ci-dessus mentionnées: ces termes excluent les services mobiles d'une catégorie qui n'a pas été fournie en application de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial préalablement à l'ouverture de l'Accord à la signature et qui sont assurés par des stations mobiles opérant directement avec un satellite conçu en tout ou en partie pour assurer des services ayant trait à la sécurité ou au contrôle en vol d'aéronefs, ou à la radionavigation aérienne ou maritime;
- g. les termes „Accord provisoire“ désignent l'accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites, signé par les Gouvernements à Washington le 20 août 1964;
- h. les termes „obligation de connexité vitale“ ou „LCO“ désignent l'obligation assumée par la Société, telle qu'énoncée dans le contrat LCO, de fournir des services continus de télécommunications au client LCO;
- i. les termes „Accord spécial“ désignent l'accord signé le 20 août 1964 par les Gouvernements ou les organismes de télécommunications désignés par les Gouvernements, conformément aux dispositions de l'Accord provisoire;
- j. les termes „Accord de services publics“ désignent l'instrument juridiquement contraignant par lequel l'ITSO s'assure que la Société respecte les Principes fondamentaux;
- k. les termes „Principes fondamentaux“ désignent les principes décrits à l'article III;
- l. les termes „patrimoine commun“ désignent les assignations de fréquences associées aux positions orbitales en cours de publication anticipée ou de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en conformité avec les dispositions du Règlement des radiocommunications de l'UIT, qui sont transférées à une ou plusieurs Parties aux termes de l'article XII;

- m. les termes „couverture mondiale“ désignent la couverture géographique maximum de la terre vers le parallèle le plus au nord et le parallèle le plus au sud visibles depuis des satellites déployés à des emplacements orbitaux géostationnaires;
- n. les termes „connexité mondiale“ désignent les moyens d'interconnexion offerts aux clients de la Société par l'intermédiaire de la couverture mondiale que la Société fournit pour permettre des communications au sein des cinq régions de l'Union internationale des télécommunications définies par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications qui s'est tenue à Montreux en 1965, et entre ces régions;
- o. les termes „accès non discriminatoire“ désignent l'opportunité d'accès au système de la Société sur une base égale et équitable;
- p. le terme „Partie“ désigne un Etat à l'égard duquel l'Accord est entré en vigueur ou est appliqué à titre provisoire;
- q. le terme „biens“ comprend tout élément, quelle qu'en soit la nature, à l'égard duquel un droit de propriété peut être exercé, ainsi que tout droit contractuel;
- r. les termes „clients LCO“ désignent tous les clients en droit de bénéficier et ayant signé des contrats LCO;
- s. le terme „administration“ désigne tout département ou service officiel responsable du respect des obligations émanant de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications, de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de ses règlements administratifs.

Article II

Création de l'ITSO

Tenant dûment compte des principes énoncés ci-dessus dans le Préambule, les Parties créent l'organisation internationale de télécommunications par satellites, dénommée ci-après „ITSO“.

Article III

But principal et Principes fondamentaux de l'ITSO

- a. En tenant compte de l'établissement de la Société, le but principal de l'ITSO est de s'assurer, par le biais de l'Accord de services publics, que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de veiller au respect des Principes fondamentaux.
- b. Les Principes fondamentaux sont les suivants:
 - i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
 - ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;
 - iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

Article IV

Services publics de télécommunications nationales couverts

Sont assimilés aux services publics de télécommunications internationales aux fins d'application de l'article III:

- a. les services publics de télécommunications nationales entre des régions séparées par des régions qui ne sont pas sous la juridiction de l'Etat intéressé ou entre des régions séparées par la haute mer;
- b. les services publics de télécommunications nationales entre des régions qui ne sont reliées par aucune installation terrestre à bande large et qui sont séparées par des obstacles naturels d'un caractère si exceptionnel qu'ils excluent la création viable d'installations terrestres à bande large entre ces régions, à condition que l'autorisation appropriée ait été donnée.

*Article V****Supervision***

L'ITSO prend toutes les mesures appropriées, y compris la conclusion de l'Accord de services publics, pour superviser l'exécution par la Société des Principes fondamentaux, en particulier le principe d'accès non discriminatoire au système de la Société pour les services publics de télécommunications existants et futurs offerts par la Société lorsque la capacité de secteur spatial est disponible sur une base commerciale.

*Article VI****Personnalité juridique***

- a. L'ITSO a la personnalité juridique. Elle a toute la capacité requise pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs, y compris celle:
 - i. de conclure des accords avec des Etats ou des organisations internationales;
 - ii. de contracter;
 - iii. d'acquérir des biens et d'en disposer;
 - iv. d'ester en justice.
- b. Chaque Partie prend toute mesure qui s'impose dans le cadre de sa juridiction afin de donner effet aux dispositions du présent article en fonction de son propre droit.

*Articles VII****Principes financiers***

- a. L'ITSO sera financée pour la période de douze ans établie à l'article XXI, grâce à certains actifs financiers qu'elle conservera au moment du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société.
- b. Dans le cas où l'ITSO continue d'exister au-delà de douze ans, l'ITSO obtient un financement par le biais de l'Accord de services publics.

*Article VIII****Structure de l'ITSO***

L'ITSO comprend les organes suivants:

- a. l'Assemblée des Parties;
- b. un organe exécutif dirigé par le Directeur général responsable devant l'Assemblée des Parties.

*Article IX****Assemblée des Parties***

- a. L'Assemblée des Parties est composée de toutes les Parties et est le principal organe de l'ITSO.
- b. L'Assemblée des Parties prend en considération la politique générale et les objectifs à long terme de l'ITSO.
- c. L'Assemblée des Parties prend en considération les questions qui intéressent particulièrement les Parties en tant qu'Etats souverains, notamment elle assure que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de:
 - i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
 - ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;
 - iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

- d. L'Assemblée des Parties a les fonctions et pouvoirs suivants:
- i. elle donne les instructions qu'elle juge appropriées à l'organe exécutif de l'ITSO en particulier en ce qui concerne l'examen par celui-ci des activités de la Société qui sont directement liées aux Principes fondamentaux;
 - ii. elle examine et prend les décisions relatives aux propositions d'amendements de l'Accord conformément à l'article XV du présent Accord;
 - iii. elle nomme et démet de ses fonctions le Directeur général conformément à l'article X;
 - iv. elle examine les rapports remis par le Directeur général qui ont trait au respect par la Société des Principes fondamentaux et prend des décisions sur ces rapports;
 - v. elle examine et, à sa discrétion, prend des décisions sur les recommandations du Directeur général;
 - vi. elle adopte, en vertu des dispositions du paragraphe b de l'article XIV de l'Accord, les décisions concernant le retrait d'une Partie de l'ITSO;
 - vii. elle adopte les décisions concernant les questions relatives aux relations officielles entre l'ITSO et les Etats, qu'ils soient ou non Parties, ou les organisations internationales;
 - viii. elle examine les réclamations qui lui sont soumises par les Parties;
 - ix. elle examine les questions relatives au patrimoine commun des Parties;
 - x. elle adopte les décisions relatives à l'autorisation mentionnée au b de l'article IV de l'Accord;
 - xi. elle examine et approuve le budget de l'ITSO pour toute période décidée par l'Assemblée des Parties;
 - xii. elle prend toute décision nécessaire pour ce qui est des dépenses imprévues pouvant sortir du budget approuvé;
 - xiii. elle nomme un commissaire aux comptes pour examiner les dépenses et les comptes de l'ITSO;
 - xiv. elle choisit les experts juridiques mentionnés à l'article 3 de l'Annexe A de l'Accord;
 - xv. elle détermine les conditions dans lesquelles le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics;
 - xvi. elle décide des amendements qu'il est proposé d'apporter à l'Accord de services publics;
 - xvii. elle exerce toute autre fonction relevant de sa compétence au titre de tout autre article de l'Accord.
- e. L'Assemblée des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans, en commençant au plus tard douze mois après le transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. En plus des sessions ordinaires, l'Assemblée des Parties peut tenir des sessions extraordinaires convoquées à la demande de l'organe exécutif en vertu des dispositions du paragraphe k de l'article X, ou sur demande écrite d'une ou plusieurs Parties adressée au Directeur général précisant l'objet de la réunion sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Parties, y compris celles qui ont présenté la demande. L'Assemblée des Parties définit les conditions dans lesquelles le Directeur général peut convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.
- f. Pour toute session de l'Assemblée des Parties, le quorum est constitué par les représentants d'une majorité des Parties. Toute décision sur une question de fond est adoptée par un vote affirmatif émis par au moins les deux tiers des Parties dont les représentants sont présents et votants. Toute décision sur une question de procédure est adoptée par un vote affirmatif émis à la majorité simple des Parties dont les représentants sont présents et votants. Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond est réglé par un vote émis à la majorité simple des Parties dont les représentants sont présents et votants. Les Parties ont la possibilité de voter par procuration ou par d'autres moyens jugés appropriés par l'Assemblée des Parties et reçoivent les informations nécessaires suffisamment longtemps avant la session de l'Assemblée des Parties.
- g. Pour toute session de l'Assemblée des Parties, chaque Partie dispose d'une voix.
- h. L'Assemblée des Parties adopte son règlement intérieur qui comprend notamment des dispositions concernant l'élection du président et des autres membres du bureau ainsi que des dispositions concernant la participation et le vote.

- i. Chaque Partie fait face à ses propres frais de représentation lors des réunions de l'Assemblée des Parties. Les dépenses relatives aux réunions de l'Assemblée des Parties sont considérées comme faisant partie des dépenses administratives de l'ITSO.

Article X

Directeur général

- a. L'organe exécutif est dirigé par le Directeur général qui est directement responsable devant l'Assemblée des Parties.
- b. Le Directeur général:
 - i. est le fonctionnaire de rang le plus élevé du personnel et le représentant légal de l'ITSO; il est responsable de l'exécution de toutes les fonctions de gestion, y compris l'exercice des droits aux termes de contrats;
 - ii. agit conformément aux directives et aux instructions de l'Assemblée des Parties;
 - iii. est nommé par l'Assemblée des Parties pour un mandat de quatre ans ou toute autre période décidée par l'Assemblée des Parties. Il peut être relevé de ses fonctions par décision motivée de l'Assemblée des Parties. Aucun Directeur général n'est nommé pour plus de huit ans.
- c. Les considérations principales qui doivent entrer en ligne de compte pour la nomination du Directeur général et le recrutement des autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent être de nature à assurer les normes les plus élevées d'intégrité, de compétence et d'efficacité, en tenant compte des avantages que pourraient présenter un recrutement et un déploiement sur une base régionale et géographiquement diversifiée. Le Directeur général et les autres membres du personnel de l'organe exécutif s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs responsabilités envers l'ITSO.
- d. Le Directeur général, sous réserve des orientations et instructions de l'Assemblée des Parties, détermine la structure, les niveaux d'effectifs et les modalités type d'emploi des dirigeants et employés et nomme le personnel de l'organe exécutif. Le Directeur général peut choisir des experts-conseils et autres conseillers de l'organe exécutif.
- e. Le Directeur général supervise le respect par la Société des Principes fondamentaux.
- f. Le Directeur général:
 - i. surveille le respect par la Société du Principe fondamental consistant à desservir les clients LCO en respectant les contrats LCO;
 - ii. examine les décisions prises par la Société pour ce qui est des demandes d'admissibilité à conclure un contrat LCO;
 - iii. aide les clients LCO à résoudre leurs différends avec la Société en fournissant des services de conciliation;
 - iv. dans le cas où un client LCO décide d'engager une procédure d'arbitrage contre la Société, donne des conseils sur le choix des experts-conseils et des arbitres.
- g. Le Directeur général rend compte aux Parties des questions auxquelles il est fait référence aux paragraphes d à f.
- h. En application des modalités qui seront établies par l'Assemblée des Parties, le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics.
- i. Le Directeur général traite avec la Société conformément à l'Accord de services publics.
- j. Le Directeur général, au nom de l'ITSO, examine toutes les questions afférentes au patrimoine commun des Parties et communique les vues des Parties à (aux) l'Administration(s) notificatrice(s).
- k. Lorsque le Directeur général estime que le fait qu'une Partie n'ait pas pris de mesure aux termes du paragraphe c de l'article XI a porté atteinte à la capacité de la Société à respecter les Principes fondamentaux, le Directeur général contacte ladite Partie en vue de trouver une solution à cette situation et peut, conformément aux conditions définies par l'Assemblée des Parties et stipulées au paragraphe e de l'article IX, convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.
- l. L'Assemblée des Parties désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer les fonctions de Directeur général par intérim lorsque le Directeur général est absent, empêché de remplir ses

fonctions ou lorsque son poste devient vacant. Le Directeur général par intérim détient les compétences attribuées au Directeur général en vertu du présent Accord. En cas de vacance, le Directeur général par intérim assume ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Directeur général nommé et confirmé, dans les meilleurs délais, conformément à l'alinéa iii du paragraphe b du présent article.

Article XI

Droits et obligations des Parties

- a. Les Parties exercent leurs droits et exécutent leurs obligations découlant de l'Accord d'une manière propre à respecter pleinement et à promouvoir les principes énoncés dans le Préambule, les Principes fondamentaux visés à l'article III et les dispositions de l'Accord.
- b. Toutes les Parties sont autorisées à assister et à participer à toutes les conférences et réunions auxquelles elles sont en droit d'être représentées conformément aux dispositions du présent Accord, ainsi qu'à toute autre réunion organisée par l'ITSO ou tenue sous ses auspices, conformément aux dispositions prises par l'ITSO pour ces réunions, indépendamment du lieu où elles se tiennent. L'organe exécutif veille à ce que les dispositions arrêtées avec la Partie invitante pour chaque conférence ou réunion comportent une clause relative à l'admission dans le pays invitante et au séjour pour la durée de ladite conférence ou de ladite réunion des représentants de toutes les Parties en droit d'y assister.
- c. Les Parties prennent, de façon transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence, aux termes de la procédure nationale applicable et des accords internationaux pertinents auxquels elles sont parties, les mesures requises pour que la Société puisse respecter les Principes fondamentaux.

Article XII

Assignations de fréquences

- a. Les Parties de l'ITSO conservent les positions orbitales et les assignations de fréquences en cours de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'UIT en vertu des dispositions du Règlement des radiocommunications de l'UIT, jusqu'à ce que l'(les) Administration(s) notificatrice(s) choisie(s) ai(en)t notifié le Dépositaire qu'elle(s) a (ont) approuvé, accepté ou ratifié le présent Accord. Les Parties choisissent parmi les membres de l'ITSO une Partie chargée de représenter toutes les Parties membres de l'ITSO auprès de l'UIT au cours de la période pendant laquelle les Parties de l'ITSO conservent ces assignations.
- b. Lorsque la Partie, choisie aux termes du paragraphe a pour représenter l'ensemble des Parties au cours de la période pendant laquelle l'ITSO conserve les assignations, reçoit la notification par le Dépositaire de l'approbation, l'acceptation ou la ratification du présent Accord par une Partie choisie par l'Assemblée des Parties en qualité d'Administration notificatrice pour la Société, elle transfère lesdites assignations à l'(aux) Administration(s) notificatrice(s) choisie(s).
- c. Toute Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice de la Société, en vertu de la procédure nationale applicable:
 - i. autorise l'utilisation de ladite assignation de fréquences par la Société de manière à permettre le respect des Principes fondamentaux;
 - ii. dans le cas où ladite utilisation n'est plus autorisée ou si la Société n'a plus besoin de ladite (desdites) assignation(s) de fréquence(s), annule ladite assignation de fréquences aux termes des procédures de l'UIT.
- d. Nonobstant toute autre disposition du présent Accord, si une Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice pour la Société cesse d'être membre de l'ITSO aux termes de l'article XIV, ladite Partie est liée par toutes les dispositions pertinentes du présent Accord et du Règlement des radiocommunications de l'UIT et y est soumise jusqu'à ce que les assignations de fréquences soient transférées à une autre Partie en conformité avec les procédures de l'UIT.
- e. Chaque Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice en vertu du paragraphe c:
 - i. fait rapport, au moins sur une base annuelle, au Directeur général, sur le traitement accordé par ladite Administration notificatrice à la Société, en prêtant une attention particulière au respect par ladite Partie de ses obligations au titre de l'article XI, c;

- ii. demande l'opinion du Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des mesures requises pour mettre en oeuvre le respect par la Société des Principes fondamentaux;
- iii. travaille avec le Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des activités potentielles de l'(des) Administration(s) notificatrice(s) afin d'élargir l'accès aux pays dépendants;
- iv. notifie et consulte le Directeur général au sujet des coordinations de système satellitaire auprès de l'UIT qui sont entreprises au nom de la Société pour assurer le maintien de la connexité mondiale et du service aux usagers dépendants;
- v. mène des consultations avec l'UIT au sujet des besoins des usagers dépendants en matière de télécommunications par satellite.

Article XIII

Siège de l'ITSO, privilèges, exemptions et immunités

- a. Le siège de l'ITSO est situé à Washington, D.C., à moins que l'Assemblée de Parties n'en décide autrement.
- b. Dans le cadre des activités autorisées par l'Accord, l'ITSO et ses biens sont exonérés, par tous les Etats parties à l'Accord, de tout impôt national sur le revenu et impôt direct national sur les biens. Chaque Partie s'engage à agir au mieux pour faire accorder, conformément à la procédure nationale applicable, toutes autres exonérations d'impôts sur les revenus et sur les biens, ainsi que des droits de douane, jugées souhaitables en gardant présent à l'esprit le caractère spécifique de l'ITSO.
- c. Toute Partie autre que la Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège de l'ITSO ou, suivant le cas, la Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège de l'ITSO, accorde, conformément au Protocole ou à l'Accord de siège visés au présent paragraphe, les privilèges, exemptions et immunités nécessaires à l'ITSO, à ses dirigeants, aux autres catégories de son personnel spécifiées audit Protocole et audit Accord de siège, aux Parties et aux représentants de Parties. En particulier, toute Partie accorde aux personnes visées ci-dessus dans la mesure et dans les cas qui seront prévus par l'Accord de siège et le Protocole visés au présent paragraphe, l'immunité de juridiction pour les actes accomplis, les écrits ou les propos émis dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions. La Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège de l'ITSO conclut, dès que possible, un Accord de siège avec l'ITSO portant sur les privilèges, exemptions et immunités. Les autres Parties concluent, dès que possible, un Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités. L'Accord de siège et le Protocole sont indépendants de l'Accord et chacun d'eux prévoit les conditions selon lesquelles il prend fin.

Article XIV

Retrait

- a.
 - i. Toute Partie peut se retirer volontairement de l'ITSO. La Partie qui se retire notifie par écrit sa décision au Dépositaire.
 - ii. La notification de la décision de retrait d'une Partie en vertu des dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe est transmise par le Dépositaire à toutes les Parties et à l'organe exécutif.
 - iii. Sous réserve des dispositions du paragraphe d de l'article XII, le retrait volontaire, notifié conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, prend effet, et le présent Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie qui se retire, trois mois après la date de réception de la notification.
- b.
 - i. Si une Partie paraît avoir manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord, l'Assemblée des Parties, après avoir reçu une notification à cet effet ou agissant de sa propre initiative et après avoir examiné toute observation présentée par ladite Partie, peut décider, si elle constate qu'il y a eu manquement à une obligation, que la Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO. A partir de la date d'une telle décision, l'Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

- ii. Si l'Assemblée des Parties décide qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, l'organe exécutif en avise le Dépositaire, lequel transmet la notification à toutes les Parties.
- c. Dès la réception par le Dépositaire ou l'organe exécutif, selon le cas, de la notification d'une décision de retrait conformément aux dispositions de l'alinéa i du paragraphe a du présent article, la Partie qui la notifie cesse d'avoir tout droit de représentation et de vote au sein de l'Assemblée des Parties, quels qu'ils soient, et elle n'assume aucune obligation ou responsabilité après la réception de la notification.
- d. Si l'Assemblée des Parties décide, conformément au paragraphe b du présent article, qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO, la Partie n'assume aucune obligation ou responsabilité après ladite décision.
- e. Aucune Partie n'est tenue de se retirer de l'ITSO en conséquence directe de toute modification du statut de cette Partie vis-à-vis des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications.

Article XV

Amendements

- a. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Accord. Les propositions d'amendements sont transmises à l'organe exécutif qui les distribue dans les meilleurs délais à toutes les Parties.
- b. L'Assemblée des Parties examine toute proposition d'amendement lors de la session ordinaire qui suit la distribution de la proposition par l'organe exécutif ou lors d'une session extraordinaire convoquée antérieurement conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord, sous réserve que la proposition d'amendement soit distribuée par l'organe exécutif quatre-vingt-dix jours au moins avant la date d'ouverture de la session.
- c. L'Assemblée des Parties prend une décision sur toute proposition d'amendement selon les règles de quorum et de vote prévues à l'article IX de l'Accord. Elle peut modifier toute proposition d'amendement distribuée conformément au paragraphe b du présent article, et prendre une décision sur toute proposition d'amendement qui n'a pas été distribuée en conformité avec ledit paragraphe mais résultant directement d'une proposition d'amendement ainsi distribuée.
- d. Un amendement approuvé par l'Assemblée des Parties entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe e du présent article après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation, d'acceptation ou de ratification de l'amendement par les deux tiers des Etats qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties.
- e. Le Dépositaire notifie à toutes les Parties, dès leur réception, les acceptations, les approbations ou les ratifications requises en vertu du paragraphe d du présent article pour l'entrée en vigueur d'un amendement. Quatre-vingt-dix jours après la date de cette notification, ledit amendement entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties y compris celles qui ne l'ont pas accepté, approuvé, ou ratifié, et qui ne se sont pas retirées de l'ITSO.
- f. Nonobstant les dispositions précédentes des paragraphes d et e du présent article, aucun amendement n'entre en vigueur moins de huit mois après la date de son approbation par l'Assemblée des Parties.

Article XVI

Règlement des différends

- a. Tout différend d'ordre juridique entre des Parties ou entre l'ITSO et une ou plusieurs Parties et relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, est soumis, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable, à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord.
- b. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, survenu entre une Partie et un Etat qui a cessé d'être Partie, ou entre l'ITSO et un Etat qui a cessé d'être Partie, et qui se produit après que l'Etat a cessé d'être Partie, est soumis à l'arbitrage, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable. Cet arbitrage a lieu conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord, si l'Etat qui a cessé d'être Partie y consent. Si un Etat cesse d'être Partie après la soumission à l'arbitrage d'un différend auquel il participait conformément au paragraphe a du présent article, la procédure arbitrale se poursuit jusqu'à sa conclusion.

- c. Tout différend d'ordre juridique découlant d'accords entre l'ITSO et une Partie, quelle qu'elle soit, est soumis aux dispositions sur le règlement des différends contenues dans lesdits accords. En l'absence de telles dispositions, ces différends, s'ils ne sont pas résolus autrement, peuvent être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord si les parties au différend y consentent.

Article XVII

Signature

- a. Le présent Accord est ouvert à la signature, à Washington du 20 août 1971, jusqu'à son entrée en vigueur ou jusqu'à l'expiration d'un délai de neuf mois selon que l'une ou l'autre période sera la première à échoir:
- i. du gouvernement de tout Etat partie à l'Accord provisoire;
 - ii. du gouvernement de tout autre Etat membre des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications.
- b. Tout gouvernement qui signe le présent Accord peut le faire sans que sa signature soit soumise à ratification, acceptation ou approbation ou en accompagnant sa signature d'une déclaration indiquant qu'elle est soumise à ratification, acceptation ou approbation.
- c. Tout Etat visé au paragraphe a du présent article peut adhérer au présent Accord après qu'il aura cessé d'être ouvert à la signature.
- d. Aucune réserve ne peut être faite au présent Accord.

Article XVIII

Entrée en vigueur

- a. Le présent Accord entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle il a été signé, sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou soixante jours après la date à laquelle l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré les deux tiers des Etats qui étaient parties à l'Accord provisoire lorsque le présent Accord a été ouvert à la signature pourvu que dans ces deux tiers soient comprises des parties à l'Accord provisoire qui détenaient alors au moins deux tiers des quotes-parts en vertu de l'Accord spécial.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'Accord n'entre en vigueur en aucun cas moins de huit mois ou plus de dix-huit mois après la date à laquelle il a été ouvert à la signature.

- b. Lorsqu'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion est déposé par un Etat après la date d'entrée en vigueur de l'Accord conformément aux dispositions du paragraphe a du présent article, l'Accord entre en vigueur à l'égard de cet Etat à la date du dépôt.
- c. Dès son entrée en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe a du présent article, l'Accord peut être appliqué à titre provisoire à l'égard de tout Etat dont le gouvernement l'a signé sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il en fait la demande au moment de la signature ou ensuite à tout moment avant l'entrée en vigueur de l'Accord. L'application à titre provisoire cesse:
- i. soit lors du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Accord par le gouvernement;
 - ii. soit à l'expiration de la période de deux ans qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord, si celui-ci n'a pas été ratifié, accepté ou approuvé par le gouvernement;
 - iii. soit dès notification par le gouvernement, avant l'expiration de la période mentionnée à l'alinéa ii de ce paragraphe, de sa décision de ne pas ratifier, accepter ou approuver l'Accord.

Si l'application à titre provisoire cesse en vertu de l'alinéa ii ou de l'alinéa iii du présent paragraphe, les dispositions du paragraphe c de l'article XIV de l'Accord régissent les droits et obligations de la Partie.

- d. Lors de son entrée en vigueur, l'Accord remplace l'Accord provisoire et y met fin.

*Article XIX**Dispositions diverses*

- a. Les langues officielles et de travail de l'ITSO sont l'anglais, l'espagnol et le français.
- b. Le règlement intérieur de l'organe exécutif doit prévoir la distribution rapide à toutes les Parties des exemplaires de tous documents de l'ITSO conformément à leurs demandes.
- c. Conformément aux dispositions de la Résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'organe exécutif adresse à titre d'information au Secrétaire général des Nations Unies et aux institutions spécialisées intéressées un rapport annuel sur les activités de l'ITSO.

*Article XX**Dépositaire*

- a. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est le Dépositaire de l'Accord, auprès duquel sont déposés les déclarations au titre du paragraphe b de l'article XVII de l'Accord, les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les demandes d'application à titre provisoire, ainsi que les notifications de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements, des décisions de retrait de l'ITSO ou des décisions de mettre fin à l'application à titre provisoire de l'Accord.
- b. Le présent Accord, dont les textes anglais, espagnol et français font également foi, sera déposé dans les archives du Dépositaire. Celui-ci transmettra des copies certifiées conformes du texte du présent Accord à tous les Gouvernements qui l'auront signé ou qui auront déposé leurs instruments d'adhésion, ainsi qu'à l'Union internationale des télécommunications, et notifiera à tous ces Gouvernements ainsi qu'à l'Union internationale des télécommunications les signatures, les déclarations au titre du paragraphe b de l'article XVII de l'Accord, le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les demandes d'application à titre provisoire, le début de la période de soixante jours visée au paragraphe a de l'article XVIII de l'Accord, l'entrée en vigueur de l'Accord, les notifications de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements, l'entrée en vigueur des amendements, les décisions de retrait de l'ITSO, les retraits, ainsi que les décisions de mettre fin à l'application à titre provisoire de l'Accord. La notification du début de la période de soixante jours est faite le premier jour de cette période.
- c. A l'entrée en vigueur du présent Accord, le Dépositaire le fait enregistrer auprès du Secrétariat des Nations Unies conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

*Article XXI**Durée*

Le présent Accord reste en vigueur pendant au moins douze ans à partir de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. L'Assemblée des Parties peut mettre fin au présent Accord à compter du douzième anniversaire de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société par un vote des Parties en application du paragraphe f de l'article IX. Une telle décision est considérée comme étant une question de fond.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires respectifs, réunis à Washington, ayant présenté leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Accord.

FAIT à Washington le 20e jour du mois d'août mil neuf cent soixante et onze.

*

ANNEXE A

Dispositions relatives au règlement des différends

Article 1

Les seules parties à une procédure d'arbitrage engagée en application des dispositions de la présente Annexe sont celles visées à l'article XVI de l'Accord.

Article 2

Un tribunal d'arbitrage composé de trois membres, dûment institué conformément aux dispositions de la présente Annexe, est compétent pour rendre une sentence au sujet de tout différend dont il peut être saisi en vertu des dispositions de l'article XVI de l'Accord.

Article 3

- a. Soixante jours au plus tard avant la date d'ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée des Parties et de chaque session ordinaire suivante de ladite Assemblée, chaque Partie peut soumettre à l'organe exécutif les noms de deux experts juridiques au maximum qui seront disponibles, au cours de la période s'écoulant entre la fin de chaque session et la fin de la deuxième session ordinaire suivante de l'Assemblée des Parties, pour assurer la présidence de tribunaux institués en vertu de la présente Annexe ou pour y siéger. Sur la base des noms ainsi soumis, l'organe exécutif établit une liste de toutes ces personnes, y joint toute notice biographique remise par la Partie ayant soumis les noms et distribue ladite liste à toutes les Parties au plus tard trente jours avant la date d'ouverture de ladite session. Si, au cours des soixante jours précédant la date d'ouverture de la session de l'Assemblée des Parties, une personne désignée devient, pour une raison quelconque, indisponible aux fins d'être choisie pour faire partie du groupe d'experts, la Partie ayant soumis le nom de ladite personne peut, au plus tard quatorze jours avant la date d'ouverture de la session de l'Assemblée des Parties, soumettre le nom d'un autre expert juridique.
- b. Sur la base de la liste mentionnée au paragraphe a du présent article, l'Assemblée des Parties choisit onze personnes en vue de former un groupe d'experts au sein duquel sont choisis les présidents de tribunaux et choisit un suppléant de chacune de ces personnes. Les membres du groupe d'experts et les suppléants assument leurs fonctions pendant la période de temps stipulée au paragraphe a du présent article. Si un membre devient indisponible aux fins de siéger au groupe d'experts, il est remplacé par son suppléant.
- c. L'organe exécutif invite, aussitôt que possible après qu'ils ont été choisis, les membres du groupe d'experts à se réunir en vue d'élire leur président. Les membres du groupe d'experts peuvent participer aux réunions en personne ou par voie électronique. Pour toute réunion du groupe d'experts, le quorum est atteint lorsque neuf des onze membres sont présents. Le groupe d'experts désigne en son sein le président du groupe qui est élu au scrutin secret à un ou, au besoin, plusieurs tours lorsqu'il a recueilli au moins six voix. Le président du groupe ainsi désigné demeure en fonctions jusqu'au terme de son mandat de membre du groupe d'experts. Les dépenses afférentes à la réunion du groupe d'experts sont considérées comme des dépenses administratives de l'ITSO.
- d. Si un membre du groupe d'experts et son suppléant deviennent tous deux indisponibles aux fins de siéger au groupe, l'Assemblée des Parties pourvoit aux sièges vacants sur la base de la liste visée au paragraphe a du présent article. Toute personne choisie pour remplacer un membre ou un suppléant qui n'a pu achever son mandat assure les fonctions de ce dernier jusqu'à expiration du mandat de son prédécesseur. Au cas où le siège de président du groupe d'experts devient vacant, les membres dudit groupe y pourvoient par désignation de l'un d'entre eux selon la procédure décrite au paragraphe c du présent article.
- e. En choisissant les membres du groupe d'experts et les suppléants, en vertu des paragraphes b ou d du présent article, l'Assemblée des Parties s'efforce de faire en sorte que la composition du groupe d'experts puisse toujours refléter une représentation géographique adéquate ainsi que les principaux systèmes juridiques représentés parmi les Parties.

- f. Tout membre du groupe d'experts ou tout suppléant siégeant à un tribunal d'arbitrage, lors de l'expiration de son mandat, demeure en fonctions jusqu'à la conclusion de toute procédure d'arbitrage dont ledit tribunal est saisi.

Article 4

- a. Tout demandeur qui désire soumettre un différend d'ordre juridique à l'arbitrage adresse à chaque défendeur et à l'organe exécutif un dossier contenant:
- i. un exposé décrivant en détail le différend déféré à l'arbitrage, les raisons pour lesquelles chaque défendeur est requis de participer à l'arbitrage et les chefs de la demande;
 - ii. un exposé énonçant les raisons pour lesquelles l'objet du différend relève de la compétence du tribunal qui sera institué en vertu de la présente Annexe et les raisons pour lesquelles ce tribunal doit retenir les chefs de la demande s'il se prononce en faveur de la partie demanderesse;
 - iii. un exposé expliquant pourquoi la partie demanderesse n'a pu régler le différend, dans un délai raisonnable, à l'amiable ou par des moyens autres que l'arbitrage;
 - iv. la preuve du consentement des parties dans le cas de tout différend où, en vertu de l'article XVI de l'Accord, leur consentement est une condition de recours à la procédure d'arbitrage décrite à la présente Annexe;
 - v. le nom de la personne désignée par la partie demanderesse pour siéger au tribunal.
- b. L'organe exécutif distribue sans délai à chacune des Parties ainsi qu'au président du groupe d'experts un exemplaire du dossier remis en application du paragraphe a du présent article.

Article 5

- a. Dans les soixante jours qui suivent la date de réception des exemplaires du dossier visé au paragraphe a de l'article 4 de la présente Annexe par tous les défendeurs, la partie défenderesse désigne une personne pour siéger au tribunal. Dans le même délai, les défendeurs peuvent, conjointement ou individuellement, fournir à chaque partie et à l'organe exécutif un document contenant leur réponse aux exposés visés au paragraphe a de l'article 4, et comprenant toute demande reconventionnelle découlant de l'objet du différend. L'organe exécutif fournit sans délai au président du groupe d'experts un exemplaire dudit document.
- b. Au cas où la partie défenderesse n'a pas procédé à cette désignation au cours du délai accordé, le président du groupe d'experts désigne un expert parmi ceux dont les noms ont été soumis à l'organe exécutif conformément au paragraphe a de l'article 3 de la présente Annexe.
- c. Dans les trente jours qui suivent leur désignation, les deux membres du tribunal s'entendent pour choisir, parmi les membres du groupe d'experts constitué conformément à l'article 3 de la présente Annexe, une troisième personne qui assume les fonctions de président du tribunal. A défaut d'entente dans ce délai, l'un ou l'autre des deux membres désignés peut saisir le président du groupe d'experts lequel, dans un délai de dix jours, désigne un membre du groupe d'experts, autre que lui-même, pour assumer les fonctions de président du tribunal.
- d. Le tribunal est constitué dès la nomination de son président.

Article 6

- a. Lorsqu'il se produit une vacance au sein du tribunal pour des raisons que le président ou les membres du tribunal restés en fonctions estiment indépendantes de la volonté des parties ou compatibles avec le bon déroulement de la procédure d'arbitrage, le siège vacant est pourvu conformément aux dispositions suivantes:
- i. si la vacance résulte du retrait d'un membre nommé par une partie au différend, celle-ci choisit un remplaçant dans les dix jours qui suivent la vacance;
 - ii. si la vacance résulte du retrait du président du tribunal ou d'un autre membre du tribunal nommé par le président du groupe d'experts, un remplaçant est choisi parmi les membres du groupe selon les modalités prévues respectivement aux paragraphes c ou b de l'article 5 de la présente Annexe.

- b. Si une vacance se produit au sein du tribunal pour toute raison autre que celles prévues au paragraphe a du présent article ou s'il n'est pas pourvu à un siège devenu vacant dans les conditions prévues audit paragraphe, les membres du tribunal restés en fonctions peuvent, à la demande de l'une des parties, continuer la procédure et rendre la sentence du tribunal, nonobstant les dispositions de l'article 2 de la présente Annexe.

Article 7

- a. Le tribunal décide de la date et du lieu de ses séances.
- b. Les débats ont lieu à huis clos et tout ce qui est présenté au tribunal est confidentiel. Toutefois, peuvent assister aux débats et avoir communication de tous documents et pièces présentés l'ITSO et les Parties qui sont parties au différend. Lorsque l'ITSO est partie à la procédure, toutes les Parties peuvent y assister et avoir communication de tout ce qui a été présenté.
- c. En cas de controverse au sujet de la compétence du tribunal, le tribunal examine cette question en priorité et rend sa décision le plus tôt possible.
- d. La procédure a lieu par écrit et chaque partie est habilitée à présenter des preuves écrites à l'appui de son argumentation en fait et en droit. Toutefois, si le tribunal le juge opportun, des arguments peuvent être présentés verbalement et des témoins entendus.
- e. La procédure commence par la présentation du mémoire de la partie demanderesse contenant ses arguments, les faits qui s'y rapportent avec preuves à l'appui et les principes juridiques invoqués. Le mémoire de la partie demanderesse est suivi du contre-mémoire de la partie défenderesse. La partie demanderesse peut présenter une réplique au contre-mémoire de la partie défenderesse. Des plaidoiries additionnelles ne sont présentées que si le tribunal l'estime nécessaire.
- f. Le tribunal peut connaître des demandes reconventionnelles découlant directement de l'objet du différend et statuer sur de telles demandes, à condition qu'elles relèvent de sa compétence telle que définie à l'article XVI de l'Accord.
- g. Si, au cours de la procédure, les parties parviennent à un accord, le tribunal consigne celui-ci sous forme d'une sentence rendue avec le consentement des parties.
- h. A tout moment de la procédure, le tribunal peut clore celle-ci s'il décide que le différend dépasse les limites de sa compétence telle que définie à l'article XVI de l'Accord.
- i. Les délibérations du tribunal sont secrètes.
- j. La sentence et les décisions du tribunal sont rendues et motivées par écrit. Elles doivent être approuvées par au moins deux membres du tribunal. Un membre en désaccord avec la sentence rendue peut présenter séparément son opinion par écrit.
- k. Le tribunal communique sa sentence à l'organe exécutif qui la distribue à toutes les Parties.
- l. Le tribunal peut adopter les règles de procédure complémentaires nécessaires au déroulement de l'arbitrage et compatibles avec celles qui sont établies par la présente Annexe.

Article 8

Si une partie n'agit pas, l'autre partie peut demander au tribunal de rendre une sentence en sa faveur. Avant de rendre sa sentence, le tribunal s'assure que l'affaire relève de sa compétence et qu'elle est fondée en fait et en droit.

Article 9

Toute Partie non partie à un différend, ou l'ITSO, si elle estime avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, peut demander au tribunal l'autorisation d'intervenir et de devenir partie additionnelle à l'affaire. Le tribunal fait droit à cette demande s'il estime que le requérant a un intérêt appréciable au règlement de ladite affaire.

Article 10

Le tribunal peut, soit à la demande d'une partie, soit de sa propre initiative, nommer les experts dont il estime l'assistance nécessaire.

Article 11

Chaque Partie et l'ITSO fournissent tous les renseignements que le tribunal, soit à la demande d'une partie au différend, soit de sa propre initiative, juge nécessaires au déroulement de la procédure et au règlement du différend.

Article 12

Avant de rendre sa sentence, le tribunal peut, au cours de l'examen de l'affaire, indiquer toutes mesures conservatoires qu'il juge susceptibles de protéger les droits respectifs des parties au différend.

Article 13

- a. La sentence du tribunal est fondée sur:
 - i. le présent Accord;
 - ii. les principes juridiques généralement acceptés.
- b. La sentence du tribunal, y compris tout règlement à l'amiable entre les parties visé au paragraphe g de l'article 7 de la présente Annexe, est obligatoire pour toutes les parties, qui doivent s'y conformer de bonne foi. Lorsque l'ITSO est partie à un différend et que le tribunal juge qu'une décision prise par l'un de ses organes est nulle et non avenue parce qu'elle n'est pas autorisée par l'Accord ou parce qu'elle n'est pas conforme à ce dernier, la sentence du tribunal est obligatoire pour toutes les Parties.
- c. En cas de désaccord sur la signification ou la portée de la sentence, le tribunal qui l'a rendue l'interprète à la demande de toute partie au différend.

Article 14

A moins que le tribunal n'en décide autrement, en raison de circonstances particulières à l'affaire, les dépens du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont répartis de façon égale de part et d'autre. Lorsqu'il y a du même côté plus d'un demandeur ou plus d'un défendeur, le tribunal répartit les dépens entre les demandeurs ou les défendeurs. Lorsque l'ITSO est partie à un différend, les dépens qui lui incombent et qui sont afférents à l'arbitrage sont considérés comme une dépense administrative de l'ITSO.

*

AMENDEMENT A L'ACCORD D'EXPLOITATION

Le seul amendement porte sur l'article 23 (Entrée en vigueur) de l'Accord d'exploitation; toutes les autres dispositions demeurent inchangées:

*Article 23****Entrée en vigueur***

- a. L'Accord d'exploitation entre en vigueur à l'égard d'un Signataire à la date à laquelle l'Accord, conformément aux paragraphes a et d, ou b et d de l'article XVIII de l'Accord, entre en vigueur à l'égard de la Partie intéressée.
- b. L'Accord d'exploitation est appliqué à titre provisoire à l'égard d'un Signataire à la date à laquelle l'Accord, conformément aux paragraphes c et d de l'article XVIII de l'Accord, est appliqué à titre provisoire à l'égard de la Partie qui est Signataire ou qui a désigné ledit Signataire.
- c. L'Accord d'exploitation est éteint quand l'Accord cesse d'être en vigueur ou, si elle intervient avant, au moment de l'entrée en vigueur des amendements à l'Accord stipulant la suppression de toute référence à l'Accord d'exploitation.